

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité, Travail, Progrès

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ÉLEVAGE



CTB NIGER

RAPPORT ANNUEL 2010

*PROGRAMME D'APPUI À
L'AMÉNAGEMENT PASTORAL ET À
LA SÉCURISATION DES SYSTÈMES PASTORAUX*

PAAPSSP

NER 08 026 11

Version Finale

du 21 Février 2011

TABLE DES MATIÈRES

1	FICHE PROJET	4
2	INTRODUCTION	5
3	RÉSUMÉ	5
3.1	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
3.2	POINTS SAILLANTS	6
3.3	LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS	6
4	EVOLUTION DU CONTEXTE	7
4.1	ÉLÉMENTS SUR LESQUELS L'INTERVENTION N'A PAS OU PEU D'EMPRISES	7
4.1.1	Le contexte institutionnel.....	7
4.1.2	Le contexte environnemental	7
4.2	ÉLÉMENTS SUR LESQUELS L'INTERVENTION A UNE EMPRISE.	7
5	ANALYSE DE L'INTERVENTION	8
5.1	ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET MODALITÉS D'EXÉCUTION	8
5.2	OBJECTIF SPÉCIFIQUE	8
5.2.1	Indicateurs.....	8
5.2.2	Analyse des progrès réalisés	8
5.2.3	Risques & hypothèses.....	9
5.2.4	Critères de qualité	9
5.2.5	Impact.....	9
5.2.6	Leçons apprises et recommandations.....	9
5.3	RÉSULTAT 1	9
5.3.1	Indicateurs.....	9
5.3.2	Bilan activités	10
5.3.3	Analyse des progrès réalisés	10
5.3.4	Risques et hypothèses	10
5.3.5	Critères de qualité	11
5.3.6	Exécution budgétaire.....	11
5.3.7	Leçons apprises et recommandations.....	11
5.4	RÉSULTAT 2	11
5.4.1	Indicateurs.....	11
5.4.2	Bilan activités	12
5.4.3	Analyse des progrès réalisés	12
5.4.4	Risques et hypothèses	12
5.4.5	Critères de qualité	12
5.4.6	Exécution budgétaire.....	13
5.4.7	Leçons apprises et recommandations.....	13
5.5	RÉSULTAT 3	13
5.5.1	Indicateurs.....	13
5.5.2	Bilan activités	13
5.5.3	Analyse des progrès réalisés	13
5.5.4	Risques et hypothèses	14

5.5.5	Critères de qualité	14
5.5.6	Exécution budgétaire.....	14
5.5.7	Leçons apprises et recommandations.....	14
6	BÉNÉFICIAIRES	14
7	SUIVI DES DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL	15

Liste des acronymes et définitions

Acronyme	Définition
AT	Assistant Technique
AT - MTD	Assistants techniques de Maradi, Tahoua et Dosso
ATIt	Assistant technique international – thématique (Florent Cornu)
ATN	Assistant technique national
CMB	Centre de Multiplication du Bétail
COFOCOM	Commission foncière communale
CT	Collectivités territoriales
DREIA	Direction régionale de l'élevage et industrie animales
DTF	Document technique et financier
OPel	Organisation professionnelle d'éleveur
PDS	Prestation De Service
SCR	Structures du Code Rural
SDR	Stratégie de développement rural
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SPR	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural
SVPP	Service vétérinaire privé de proximité
UDP	Unité de Direction du Programme

Eléments d'interprétation des tableaux

Critère	Interprétation
Efficacité	le degré selon lequel l'objectif spécifique est atteint tel que prévu à la fin de l'année N
Efficience	le degré selon lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe (appréciation pour l'ensemble de l'intervention)
Durabilité	le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention). Cela inclut le degré de probabilité selon laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques.
Pertinence	le degré selon lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.

A : Très satisfaisant	Aucun effort supplémentaire n'est requis.
B : Satisfaisant	Davantage d'efforts doivent être fournis
C : Insatisfaisant	prendre des mesures est nécessaire
D : Très insatisfaisant	prendre des mesures est indispensable
X	le critère ne pouvait être mesuré
++	Les activités sont en avance
+	Les activités sont dans les délais
+/-	Les activités ont un retard de 3 à 6 mois
-	Les activités ont un retard de plus de 6 mois

1 Fiche projet

PAAPSSP - NER 08 026 11

Financé par	Royaume de Belgique République du Niger
Agence(s) d'Exécution	Agence Belge de Développement (CTB)
Ministère de Tutelle	Ministère de l'agriculture et de l'élevage : MAG\EL
Code Navision (numéro d'intervention)	NER 08 026 11
Lieu(x) du Projet / Programme	DOSSO, MARADI, TAHOUA
Date de signature de la Convention Spécifique (C.S)	10/12/2009
Date de Démarrage du Projet	18/08/2010, date d'arrêté de création
Date de fin du Projet (selon C.S)	17/08/2014, fin de la phase d'exécution 09/12/2014, fin de la convention spécifique
Durée	Durée selon C.S : 60 mois / durée de mise en œuvre : 48 mois
Budget	11 000 000 € (contribution belge) 2 178 184 € (contribution nigérienne) 336 098 € (collectivités et populations)
Secteur(s) + code CAD	Code sectoriel DTF 31163
Régie / Cogestion/ Appui budgétaire	Régie : 2 043 300 Euro Cogestion : 8 956 700 Euro
Taux d'exécution financier au 31/12/2010	4 %
Ordonnateur national	Secrétaire Général du Ministère : Mr Diamoitou G Boukari
Responsable national	Mr Abdou Amadou
Co-responsable CTB	Mr Chabbert Jacques (ATiC),
Assistant Technique CTB	Mr Cornu Florent (ATi)
Co-ordonnateur	Représentant Résident de la CTB : Mr Olivier Heck

2 Introduction

Pour faire face à la double problématique de pression croissante sur les espaces et ressources naturelles et la nécessité d'évolution des systèmes de production, l'Etat nigérien met en œuvre sa stratégie de développement rural (SDR) qui, structuré en 14 programmes complémentaires s'articule avec le processus de la décentralisation.

L'élevage en général et le pastoralisme en particulier joue un rôle prépondérant dans les dynamiques rurales. Il contribue à environ 35% du PIB agricole. Cette importance en a fait un des programmes prioritaires de la SDR à savoir le programme 12, intitulé « aménagement pastoral et de la sécurisation des systèmes pastoraux ».

Pour mettre en œuvre ce programme à l'échelle de trois régions (Dosso, Maradi et Tahoua), l'Etat du Niger a sollicité l'appui de la coopération technique Belge (CTB). Cette intervention repose sur la mobilisation des différentes parties impliquées dans le développement rural. Les organisations d'éleveurs et d'agro-pasteurs, hommes et femmes de ces régions en sont les bénéficiaires directs.

L'intervention met l'accent sur:

- La capitalisation collective des expériences dans les différents domaines concernés par le programme 12 (*sécurisation foncière, appui aux organisations d'éleveurs, commercialisation du bétail, santé animale, amélioration génétique..*);
- La consolidation des structures et organisations existantes issues de dynamiques endogènes ou d'appuis externes précédents (*SVPP, COFO, organisations de gestion, communes, organisations d'éleveurs*);
- Des processus progressifs de concertation pour favoriser des accords sociaux durables sur l'aménagement de l'espace pastoral et la sécurisation de l'accès aux ressources : (*implication des acteurs du secteur foncier, des organisations officielles des agriculteurs et des éleveurs, des leaders des éleveurs transhumants, des collectivités territoriales et des services techniques...*).

3 Résumé

3.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficienc	Efficacit	Durabilit
Objectif Spécifique : Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre dans les régions de Dosso, Tahoua et Maradi	X	X	B
Résultat 1 : <i>Les capacités de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12 dans les trois régions considérées.</i>	X	X	B
Résultat 2 : <i>L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé</i>	X	X	A
Résultat 3 : <i>Des productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées</i>	X	X	A

Budget en Euro	Dépenses par année	Dépenses totales année N (31/12/2010)	Solde budget en Euro	Taux d'exécution
11 000 000		417 713,58	10 582 286, 42	4%

3.2 Points saillants

La convention spécifique relative au programme de coopération « *appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux* » a été signée le 10 décembre 2009. Le coup d'Etat du 18 février 2010 a fortement perturbé le fonctionnement de l'administration centrale nigérienne, notamment par la fusion du Ministère de l'Agriculture avec le Ministère de l'Elevage, maître d'ouvrage du programme.

Ce n'est qu'au cours du second semestre 2010 que le PAAPSSP a effectivement démarré ses activités avec la signature de l'arrêté de création, le 18 août, la tenue de la première SMCL, le 21 Août, et le recrutement de son personnel dont les assistants techniques nationaux (ATN) qui ont pris service le 3 janvier 2011.

L'année 2010 a aussi permis d'initier certaines activités sur le terrain dont : *l'appui à la réalisation de la cure salée, à l'actualisation de la limite nord des cultures, à la réalisation de bande de pare feux et l'établissement d'un diagnostic institutionnel.*

3.3 Leçons apprises et recommandations

La mise en place en 2004 des collectivités territoriales communales amorce le processus de décentralisation. En 2010 celui-ci se renforce avec la tenue des élections membres des collectivités territoriales régionales. L'échelle départementale n'étant plus retenue comme niveau de décentralisation mais de déconcentration.

Cette évolution institutionnelle aura des conséquences fortes sur la mise en place des mécanismes de concertation, de décisions et de gestion des fonds d'investissement. Le PAAPSSP devra préciser ses modalités d'intervention afin d'intégrer ces évolutions, notamment pour les activités relatives au résultat 1 et 2.

En ce qui concerne le résultat 3 « valorisation des systèmes pastoraux », la recommandation principale concerne le choix des partenaires pour la mise en place des SVPP et l'accompagnement des Opel afin de contribuer significativement au développement des filières notamment par l'intégration des acteurs privés.

4 Evolution du contexte

4.1 Eléments sur lesquels l'intervention n'a pas ou peu d'emprises

4.1.1 Le contexte institutionnel

L'interruption du processus démocratique en février 2010 et l'absence des élus au niveau des communes ont constitué les éléments marquants du contexte institutionnel d'intervention. Ceci a eut des influences très fortes sur la mise en place et le fonctionnement des organes de décisions, organes clés de la mise en œuvre du programme 12 de la SDR.

De plus ces évènements ont entraîné un retrait total ou partiel de certains partenaires techniques et financiers avec lesquels de nombreuses collaborations étaient nécessaires et prévues, notamment dans l'accompagnement des collectivités territoriales (comme le LUCOP à Tahoua) et de la mise en œuvre de la régionalisation de la SDR (comme LUXDEV à Dosso).

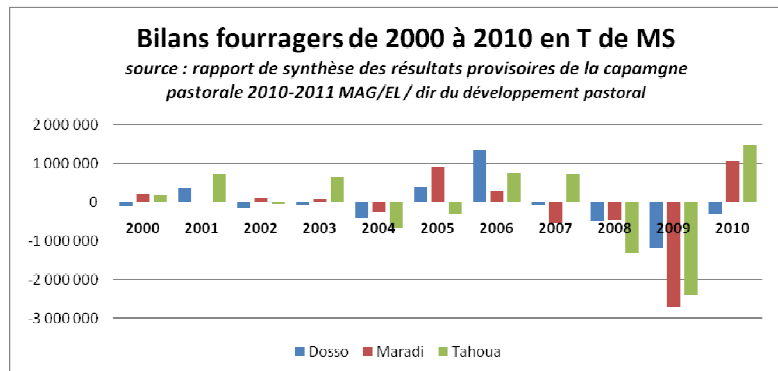
Néanmoins la régionalisation de la SDR s'est poursuivie en 2010 avec :

- Les instances de régionalisation de la SDR ont été mises en place à Dosso et Maradi.
- Le PAR (*plan d'action régional*) de Dosso a été élaboré et validé.
- Le PAR de Maradi est en cours de validation.
- La région de Tahoua n'a put mener cette activité faute de partenaires.

En ce début d'année 2011 le processus du retour au contexte institutionnel normal, qui a servi de base à l'élaboration du DTF, est en cours. Il semble important de noter que la mise en place des institutions décentralisées va se faire progressivement, leur fonctionnalité ne pourra être totale en 2011, notamment en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de PDC de qualité.

4.1.2 Le contexte environnemental

La période de soudure 2010 (*mars - juin*) a été relativement difficile pour bon nombre d'éleveurs des régions d'intervention. En effet le déficit fourrager de 2009 a été très important comme l'indique le graphique ci-contre. Néanmoins les mesures d'urgences mises en œuvre par l'Etat et certains partenaires, mais aussi le démarrage précoce de l'hivernage 2010 a permis aux éleveurs d'éviter de lourdes pertes.



La bonne saison des pluies 2010 a favorisée le développement exceptionnel des pâturages et des cultures vivrières (*mil et sorgho*). Ceci devrait permettre de franchir sereinement la période de soudure 2011.

4.2 Eléments sur lesquels l'intervention a une emprise.

La signature de la convention spécifique le 10 décembre 2009, a permis d'effectuer une prestation d'appui au démarrage, à travers le bureau d'étude Bestconsult, dont les principaux résultats sont l'obtention de l'arrêté de création du programme, le 18 aout 2010 et la tenue de la SMCL de démarrage le 21 aout 2010.

Les premiers marchés d'équipements (*véhicules et informatiques*) ont été lancés en fin septembre 2010. De même les processus de recrutement des ATN et de nomination du responsable national se sont étalés d'octobre à

décembre 2010.

Au cours de la première semaine de janvier 2011 l'ensemble du dispositif de mise en œuvre du Programme est opérationnel. Les ATN ont rejoint leurs postes dans chacune des régions et l'unité de direction dispose d'un bureau de liaison temporaire à Niamey en attendant la construction du siège du programme à Dosso.

5 Analyse de l'intervention

5.1 Ancrage institutionnel et modalités d'exécution

Le PAAPSSP s'inscrit dans l'approche programme mais les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes restent à construire, à partager et à intérioriser pour rendre cette approche opérationnelle et intégrale.

Le cadre institutionnel de la décentralisation se précise fin 2010 et se met place début 2011. Seules les Collectivités territoriales (CT) régionales et communales vont exister. Au niveau des régions les articulations entre les instances de la décentralisation (CT) et la déconcentration SDR restent à concrétiser sur le terrain.

Le DTF n'a pas prévu le poste de Responsable National en tant que tel. La Direction des Etudes et de la Programmation (DEP) devait assumer cette fonction. Mais pour des raisons pratiques, de disponibilité et d'internalisation de l'approche la première SMCL du programme a recommandé la création du poste et la mise à disposition par le MAG/EL du Responsable National. La SMCL a autorisé à cet effet une inscription budgétaire pour la prise en charge des indemnités de ce dernier.

La localisation initiale de l'unité de gestion du programme à Tahoua ou à Maradi a été abandonnée au profit de la région de Dosso. Cette nouvelle localisation vise à faciliter les échanges avec les services centraux, les partenaires stratégiques dont les projets intervenant sur le secteur pastoral, le secrétariat exécutif de la SDR, du Code Rural, les ONG et organisations faitières d'éleveurs. Le Programme sera abrité au sein de la DREIA de Dosso. Cependant, l'insuffisance de bureaux nécessite de dégager les fonds nécessaires à la construction d'un nouveau local.

Fin 2010 de nouveaux projets d'appui à l'élevage ont commencé leurs interventions dans les mêmes zones que le PAAPSSP. Des contacts sont établis et la volonté d'harmoniser les démarches et interventions est partagée.

5.2 Objectif spécifique

5.2.1 Indicateurs

Objectif spécifique : <i>Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre dans les régions de Dosso, Tahoua et Maradi</i>					Progrès :
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
<i>Proportion des surfaces pastorales aménagées et sécurisées à l'échelle de la région par rapport à la situation initiale</i>	X				
<i>Grâce aux accords sociaux les conflits sont moins nombreux dans les espaces où les ressources pastorales sont critiques</i>					
<i>Rendement et volumes des principales productions animales</i>		X			

La croix indique si l'indicateur est sensible « E » à l'aspect environnemental, « G » à l'aspect genre

5.2.2 Analyse des progrès réalisés

En ce début d'année 2011 il est difficile de parler de progrès significatifs car les conditions idoines de mise en

œuvre du programme sont en train d'être mises en place et les premières actions sur le terrain viennent d'être lancées.

5.2.3 Risques & hypothèses

Les risques et hypothèse ci-dessous ont été consignés dans le DTF.

- *Conditions climatiques extrêmes*
- *Instabilité politique*
- *Volonté de changement d'attitude et de comportement*
- *Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional*
- *Mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées communales et régionales*

La campagne agro-sylvo-pastorale 2010 a été favorable au développement des ressources fourragères du fait d'une très bonne pluviométrie enregistrée sur l'ensemble du pays.

Certains partenaires techniques et financiers qui appuient les dynamiques de la SDR et de la décentralisation attendent la fin de la période de transition pour « reprendre » leurs activités aussi bien vers les populations rurales que les institutions décentralisées.

En décembre 2010, la tenue des élections pour les Collectivités territoriales régionales, confirme la nécessaire adaptation des instances de décisions du programme au niveau des Régions. L'articulation entre le secrétariat Permanent régional de la SDR et les collectivités territoriales régionales reste à construire. De même la disparition des collectivités territoriales départementales, va amener le programme à revoir et adapter ses mécanismes de concertation et de décision à l'échelle départementale.

En fin d'année 2010 et début 2011, la dégradation des conditions sécuritaires, notamment envers les expatriés, oblige le programme à adapter ses modalités d'interventions sur le terrain.

5.2.4 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	X	Le critère ne peut être mesuré
Efficience	X	Le critère ne peut être mesuré
Durabilité	X	Le critère ne peut être mesuré
Pertinence	X	Le critère ne peut être mesuré

5.2.5 Impact

Il serait prématuré de vouloir notifier l'impact du PAAPSSP dont le démarrage effectif date du mois d'août 2011.

5.2.6 Leçons apprises et recommandations

La principale recommandation concerne la nécessité pour le PAAPSSP d'adapter progressivement sa démarche d'intervention aux dynamiques institutionnelles créées par la mise en place des collectivités territoriales régionales. Cette recommandation concerne tout particulièrement les activités d'appuis aux planifications (A111) et la mise en place des fonds d'aménagement (A 224).

5.3 Résultat 1

5.3.1 Indicateurs

Résultat 1 : Les capacités de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12 dans les trois régions considérées.					Progrès : pas renseignable
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
<i>Une stratégie de mise en œuvre du programme 12 est</i>	X	X			

<i>élaborée par les acteurs en fin d'année 1 intégrant PDC, PAD, PAR. et intégrant les aspects genre et environnement</i>				
<i>Un plan d'action annuel mis en œuvre et évalué chaque année comme composante du PAR.</i>				
<i>Part des budgets des collectivités locales consacrés aux actions de sécurisation de l'élevage.</i>	x			
<i>Evolution du % de représentants des pasteurs et des éleveurs par genre dans les instances de planification de la SDR, et des collectivités décentralisées.</i>		x		

La croix indique si l'indicateur est sensible « E » à l'aspect environnemental, « G » à l'aspect genre

5.3.2 Bilan activités

Activités	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
A111: <i>Un diagnostic et une planification du programme 12 sont élaborés par les acteurs régionaux</i>					
A112: <i>L'évaluation-planification annuelle du programme 12 est réalisée par les acteurs communaux et régionaux</i>					
A113: <i>Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du programme 12 en lien avec la SDR au niveau régional</i>					

5.3.3 Analyse des progrès réalisés

Lien entre les activités et le résultat : Les différentes activités cadrent parfaitement avec l'atteinte des résultats. En 2011, au démarrage des activités sur le terrain, il sera nécessaire d'aider les différents acteurs à définir et à mettre en œuvre les mécanismes de coordination du programme 12. Une consultation sera réalisée dans ce cadre.

Points sensibles et facteurs d'influence : Les délais de mise en place et les dynamiques d'appuis aux collectivités territoriales seront déterminants pour les rendre fonctionnels. Il en est de même pour les structures régionales de la SDR, qui doivent être appuyées par d'autres interventions, celle du PAAPSSP venant en complément et spécifiquement liées à la mise en œuvre du programme 12. Cette interdépendance envers les autres programmes d'appuis aux CT et à la SDR, constitue un point sensible à observer.

Résultats non prévus : RAS

Dynamique d'harmonisation : Au niveau de la région de Dosso, la CTB va harmoniser ses différentes interventions. Un plan de travail est établi à cet effet pour l'année 2011. Les premiers contacts sont pris en vue de tisser et développer des synergies avec les autres projets et programmes intervenant sur au moins un des trois résultats du PAAPSSP à savoir notamment le PASEL IV, le ZFD, LUXDEV, etc.

Intégration genre et environnement : Le "genre" est pris en compte dans l'analyse des cadres et dynamiques de concertation liés à la SDR. Le concept de « quotas » pour les femmes est intégré dans le choix des conseillers membres des collectivités territoriales. Les actions environnementales sont prévues et intégrées au niveau de l'atteinte du résultat 2.

5.3.4 Risques et hypothèses

Les risques et hypothèse ci-dessous sont mentionnés dans la DTF.

- Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional
- Mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées département-région
- Synergie des intervenants au niveau régional
- Capacité du comité de pilotage régional de la SDR à dynamiser la mise en œuvre des PAR et PAD
- Poursuite du processus de régionalisation de la SDR et engagement des acteurs institutionnels

- Implication forte du niveau central dans le suivi des expériences régionales

Les risques énoncés sont réels et se sont confirmés en 2010 ce qui a entraîné la suspension des interventions de certains partenaires en direction des communes et de la SDR.

Néanmoins, la tenue des élections communales et régionales fin décembre 2010, puis le retour au régime démocratique annoncé pour avril 2011, devraient permettre de relancer la dynamique générale d'appui au processus de décentralisation et de régionalisation de la SDR. Ceci conditionne fortement le développement des capacités institutionnelles des collectivités territoriales et des structures régionales de la SDR, institutions qui toutes deux jouent un rôle central dans la mise en œuvre du PAAPSSP.

Les activités de terrain en 2011 permettront de situer le niveau réel des capacités d'intervention de ces institutions et d'identifier avec elles les modalités de mise en œuvre du programme 12 dans les régions. Aussi, l'Appui au renforcement Institutionnel (NER0802511) du Ministère de l'Élevage dont la convention spécifique est signée le 25/08/2010 permettra d'avoir une démarche plus cohérente et globale pour la mise en œuvre du programme 12.

5.3.5 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	X	Le critère ne peut être mesuré
Efficience	X	Le critère ne peut être mesuré
Durabilité	X	Le critère ne peut être mesuré
Pertinence	X	Le critère ne peut être mesuré

5.3.6 Exécution budgétaire

Aucune dépense n'est réalisée en 2010.

5.3.7 Leçons apprises et recommandations

Voir commentaires du point 426.

5.4 Résultat 2

5.4.1 Indicateurs

Résultat 2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé					Progrès : pas renseignable
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
% de communes dotées d'un dossier communal intégrant les ressources et infrastructures pastorales sécurisées et à sécuriser (cartographie, plans d'aménagement et de gestion des ressources pastorales).	X				
Superficie des aires de pâturages aménagées et nombre de points d'eau pastoraux aménagés.	X				
Kilomètres de couloirs de passage sécurisés et enregistrés.	X				
Budget investi par OP d'éleveurs appui à la formation, information et défense des droits des membres.		X			
100% des COFOCOM fonctionnelles dans les zones d'interventions retenues pour cet objectif spécifique.					

La croix indique si l'indicateur est sensible « E » à l'aspect environnemental, « G » à l'aspect genre.

5.4.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
A211 : Des organisations d'éleveurs et d'éleveuses sont intégrés et renforcés dans la mise en œuvre du programme 12.					
A212 : Des initiatives locales d'aménagement et de gestion de l'espace pastoral à l'échelle communale et intercommunale sont appuyées .					
A213 : Sécurisation foncière de l'accès aux ressources pastorales et des aménagements réalisés au niveau communal et intercommunal.					

5.4.3 Analyse des progrès réalisés

Lien entre les activités et le résultat : Les différentes activités cadrent parfaitement avec l'atteinte des résultats.

Points sensibles et facteurs d'influence : Une réalisation réussie des aménagements pastoraux, repose sur l'obtention d'un consensus social, préalable à l'exécution des travaux. Les délais d'obtention des consensus de qualité et d'exécution de travaux obligent le PAAPSSP à définir une stratégie d'interventions qui devra satisfaire aussi bien les attentes des populations que les attentes du programme en termes de délais et taux d'exécution.

Résultats non prévus : RAS

Dynamique d'harmonisation : de nombreux aménagements pastoraux ont vu le jour dans les trois régions grâce à l'intervention d'autres projets et institutions, dont certains poursuivent leurs activités. La recherche de synergie, notamment à travers les instances de la SDR et du SPR constituera un axe fort de l'intervention du PAAPSSP.

Intégration genre et environnement : Les aspects environnementaux constituent un élément central du résultat 2. La dimension genre sera prise en compte notamment dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des règles d'accès et d'utilisation des ressources pastorales.

5.4.4 Risques et hypothèses

Les risques et hypothèse ci-dessous sont mentionnés dans la DTF.

- *Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration.*
- *Bon déroulement des élections communales et départementales.*
- *Renforcement du respect des droits des citoyens par les acteurs institutionnels.*
- *Poursuite de la politique engagée avec le Code Rural.*
- *Validation de la nouvelle Loi Pastorale par la nouvelle assemblée nationale.*

La mise en œuvre des processus de décentralisation et de déconcentration a été perturbée en 2010. Sa relance progressive, en 2011, cadre avec le démarrage du PAAPSSP, qui devra néanmoins se donner les moyens de définir des modalités réalistes de collaboration.

La loi pastorale a été adoptée en 2010. Le processus d'élaboration des textes complémentaires notamment celui relatif à l'actualisation de la limite nord des cultures est appuyé par le PAAPSSP. Néanmoins, le risque d'évolution de l'engagement politique d'appui à la mise en œuvre du Code Rural reste entier.

5.4.5 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	X	Le critère ne peut être mesuré
Efficience	X	Le critère ne peut être mesuré
Durabilité	X	Le critère ne peut être mesuré
Pertinence	X	Le critère ne peut être mesuré

5.4.6 Exécution budgétaire

Des actions d'appuis à la réalisation de pare feux ont été « montées » en 2010 avec les DREIA. Elles représentent un engagement de 112 864 875 Fcfa, qui sera décaissé en 2011. Il en est de même en ce qui concerne l'appui à « l'actualisation de la limite nord des cultures », qui a fait l'objet d'un accord d'exécution avec le SP/CNCR d'un montant de 35 102 550 FCfa.

5.4.7 Leçons apprises et recommandations

Voir commentaires du point 426.

5.5 Résultat 3

5.5.1 Indicateurs

Résultat 3 : Des productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées					Progrès : pas renseignable
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
Augmentation de la couverture des régions en SVPP et de la couverture vaccinale.					
Nombre d'expériences novatrices et adaptées de valorisation des produits animaux réalisée et évaluée par Région, genre spécifique		x			
Des plans de gestion et de développement des centres de Fako, Toukounous, Ibécétène et Maradi réalisés					
Un réseau d'éleveurs spécialisés en relation avec les centres de sélection et promoteurs des races locales est mis en place.		x			

La croix indique si l'indicateur est sensible « E » à l'aspect environnemental, « G » à l'aspect genre.

5.5.2 Bilan activités

Activités	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
A311 : La santé animale est améliorée					
A312 : Les productions animales sont valorisées.					
A313 : Le potentiel génétique des races est préservé et amélioré					

5.5.3 Analyse des progrès réalisés

Lien entre les activités et le résultat : Les activités sont cohérentes pour l'atteinte des résultats, notamment en ce qui concerne la santé animale.

Points sensibles et facteurs d'influence : L'intervention, sur les filières animales, repose principalement sur un changement de comportement des principaux acteurs des filières (*producteurs, vendeurs et consommateurs*). Diverses activités ont été menées dans le passé avec l'appui de projets et programmes. Ces expériences serviront de base pour construire l'intervention du PAAPSSP.

Résultats non prévus : RAS

Dynamique d'harmonisation : Contrairement aux résultats 1 et 2, il ne semble pas y avoir beaucoup d'intervention en cours sur l'appui à la valorisation des systèmes de production pastoraux.

Intégration genre et environnement : Les aspects genres seront pris en compte notamment lors des appuis aux filières.

5.5.4 Risques et hypothèses

Les risques et hypothèse ci-dessous sont mentionnés dans la DTF.

- *Poursuite de la politique de privatisation des services vétérinaires*
- *Volonté des services publics d'évoluer dans leurs nouvelles fonctions de contrôle*
- *Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration*
- *Bon déroulement des élections communales et départementales*
- *Renforcement de la fiscalité locale au profit des communes et des Opel*
- *Reconnaissance de l'autonomie de gestion des centres*
- *Application et soutien à la stratégie élaborée au niveau national*

Le risque climatique (*notamment en cas de déficit pluviométrique*) doit être mentionné, comme un élément clé de l'atteinte du résultat 3. En effet, en cas d'année « difficile » (*du fait surtout de la sécheresse*), l'amélioration et la valorisation des systèmes pastoraux nécessiteront la mise en place d'actions d'urgence de « sauvegarde » du capital bétail. Il est nécessaire que le programme intègre ce risque et se prépare à aider les différentes parties prenantes à intervenir dans ce cadre.

L'évolution des modalités de prestations des services vétérinaires est l'objet de nombreux enjeux. Ces derniers ne devraient néanmoins pas perturber la mise en œuvre du PAAPSSP si les différentes parties s'engagent à faciliter la mise en œuvre de la politique nationale, notamment en ce qui concerne le transfert de compétences.

La valorisation des systèmes pastoraux repose sur l'hypothèse d'une capacité réelle des OP à concevoir et mettre en œuvre de nombreuses activités. Une analyse des capacités des OP sera nécessaire afin d'élaborer avec elles la stratégie d'intervention qui devra inclure leurs renforcement.

5.5.5 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	X	Le critère ne peut être mesuré
Efficience	X	Le critère ne peut être mesuré
Durabilité	X	Le critère ne peut être mesuré
Pertinence	X	Le critère ne peut être mesuré

5.5.6 Exécution budgétaire

Aucune activité significative n'a été amorcée en 2010 sur ce résultat.

5.5.7 Leçons apprises et recommandations

Le choix de l'opérateur d'appui à la mise en place des SVPP, sera déterminant pour la bonne réussite de l'activité.

La collaboration avec les Opel, devra être « réaliste » et « pragmatique » afin de contribuer significativement au développement des filières notamment en intégrant les acteurs privés.

Il sera nécessaire de préciser le rôle des collectivités territoriales dans le développement des filières animales et des prestations de services notamment en santé animale.

6 Bénéficiaires

Au titre de l'année 2010, il est prématuré de rechercher les effets du PAAPSSP sur les bénéficiaires.

7 Suivi des décisions prises par la SMCL

Au titre de l'année 2010, les deux SMCL (21 août ; SMCL de démarrage) et (28 octobre ; SMC extraordinaire d'adaptation budgétaire) ont permis de décider sur :

- les modalités organisationnelles du programme
- les actions concrètes à mettre en œuvre dans le cadre de la situation post-crise 2010.

Les différentes décisions sont soit exécutées :

- nomination d'un responsable national,
- appuis aux manifestations d'élèves.

soit en cours de mise en œuvre :

- processus d'actualisation de la limite nord des cultures,
- actions pare feux dans la logique post crise,
- réhabilitation et construction du siège du programme à Dosso.

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité, Travail, Progrès

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE



CTB NIGER

RAPPORT DE PLANIFICATION

OPERATIONNELLE, ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

2011

*PROGRAMME D'APPUI A
L'AMENAGEMENT PASTORAL ET A LA SECURISATION
DES SYSTEMES PASTORAUX*

PAAPSSP

NER 08 026 11

Version Finale

du 21 Février 2011

Table des matières

<u>1</u>	<u>FICHE SIGNALÉTIQUE DU PROJET</u>	<u>4</u>
<u>2</u>	<u>PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE</u>	<u>5</u>
2.1	PROJECTION DU DEGRÉ DE RÉALISATION DES PRODUITS ET RÉSULTATS ATTENDUS	5
2.2	CHRONOGRAMME DES ACTIVITÉS ET SOUS-ACTIVITÉS À RÉALISER EN 2011	8
2.3	COMMENTAIRES GÉNÉRAUX SUR LA PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE	12
<u>3</u>	<u>PLANIFICATION DES MARCHÉS ET AUTRES CONTRATS/ACCORDS D'EXÉCUTION</u>	<u>16</u>
3.1	TABLEAU DE PLANIFICATION DES MARCHÉS	16
3.2	TABLEAU DE PLANIFICATION DES ACCORDS D'EXÉCUTION	16
3.3	COMMENTAIRES SUR LA PLANIFICATION DES MARCHÉS ET CONTRATS / ACCORDS D'EXÉCUTION	16
<u>4</u>	<u>PLANIFICATION FINANCIÈRE</u>	<u>17</u>
4.1	TABLEAU DE PLANIFICATION FINANCIÈRE	17
4.2	EXPLICATIF DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE	17
<u>5</u>	<u>ANALYSE DES RISQUES EN REGARD DE LA PROGRAMMATION</u>	<u>20</u>
5.1	TABLEAU D'ANALYSE DES RISQUES	20
<u>6</u>	<u>FEEDBACK DE LA REPRÉSENTATION ET DÉCISIONS/RECOMMANDATIONS RETENUES À L'ISSUE DU PROCESSUS DE REVUE ENTRE LE PROJET ET LA REP</u>	<u>21</u>
6.1	OBSERVATIONS ISSUES DE L'ANALYSE PAR LA REP DE LA PROGRAMMATION PROPOSÉE PAR LE PROJET	21
6.2	RECOMMANDATIONS/DÉCISIONS ISSUES DU PROCESSUS DE REVUE ENTRE REP ET PROJET	21
<u>7</u>	<u>ANNEXE</u>	<u>22</u>
7.1	LISTE DES MARCHÉS PUBLICS	22
7.2	LISTE DES ACCORDS D'EXÉCUTION	22
7.3	PLANIFICATION FIT Q1 2011	22

Liste des acronymes

Acronyme	Définition
AT	Assistant Technique
AT - MTD	Assistants techniques de Maradi, Tahoua et Dosso
ATIt	Assistant technique international – thématique (Florent Cornu)
ATN	Assistant technique national
CMB	Centre de Multiplication du Bétail
COFOCOM	Commission foncière communale
CT	Collectivités territoriales
CTB	Coopération technique belge
DREIA	Direction régionale de l'élevage et industrie animales
DTF	Document technique et financier
OPel	Organisation professionnelle d'éleveur
PDS	Prestation De Service
SCR	Structures du Code Rural
SDR	Stratégie de développement rural
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SPR	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural
SVPP	Service vétérinaire privé de proximité
UDP	Unité de Direction du Programme

1 Fiche signalétique du Projet

PAAPSSP - NER 08 026 11	
Financé par	Royaume de Belgique République du Niger
Agence(s) d'Exécution	Agence Belge de Développement (CTB)
Ministère de Tutelle	Ministère de l'agriculture et de l'élevage : MAGEL
Code Navision (numéro d'intervention)	NER 08 026 11
Lieu(x) du Projet / Programme	DOSSO, MARADI, TAHOUA
Date de signature de la Convention Spécifique (C.S)	10/12/2009
Date de Démarrage du Projet	18/08/2010, date d'arrêté de création
Date de fin du Projet (selon CS)	17/08/2014 fin de la phase d'exécution 09/12/2014 fin de la convention spécifique
Durée	Durée selon C.S : 60 mois / durée de mise en œuvre : 48 mois
Budget	11 000 000 € (contribution belge) 2 178 184 € (contribution nigérienne) 336 098 € (collectivité et population)
Secteur(s) + code CAD	Code sectoriel DTF 31163
Régie / Cogestion/ Appui budgétaire	Régie : 2 043 300 Euro Cogestion : 8 956 700 Euro
Taux d'exécution financier au 31/12/2010	4 %
Ordonnateur national	Secrétaire Général du Ministère : Mr Diamoitou G Boukari
Responsable national	Abdou Amadou
Co-responsable CTB/ Assistant Technique CTB	Chabbert Jacques (ATIC), Cornu Florent (ATI)
Co-ordonnateur	Représentant Résident de la CTB : Mr Olivier Heck

2 Planification Opérationnelle

AVERTISSEMENT : Cette première planification annuelle s'inscrit dans le démarrage du programme. En effet la démarche « normale » doit être l'agrégation des planifications régionales des parties prenantes. De plus, les ATN ont pris service le 3 janvier, ils n'ont pas intégrés leur poste de travail au jour de la remise du présent document le 14 janvier. Néanmoins cette planification a été partagée avec l'équipe et les DREIA lors d'une séance de travail les 12 et 13 janvier 2011.

2.1 Projection du degré de réalisation des produits et résultats attendus

Description Résultat/Activité	Résultats / produits attendus à la fin du projet	Degré de réalisation au 31/12/10	Degré attendu de réalisation (cumulée) des résultats / produits au 31/12/11	Commentaires / Risques / Hypothèses...
R1 : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les acteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Une stratégie de mise en œuvre du programme 12 est élaborée par les acteurs en fin d'année 1 intégrant PDC, PAD, PAR. et intégrant les aspects genre et environnement • Un plan d'action annuel mis en œuvre et évalué chaque année comme composante du PAR. • Part des budgets des collectivités locales consacrés aux actions de sécurisation de l'élevage. • Evolution du % de représentants des pasteurs et des éleveurs par genre dans les instances de planification de la SDR, et des collectivités décentralisées. 	RAS	<ul style="list-style-type: none"> ○ La stratégie est adoptée ○ Les 3 PAR 2010 et 2011 sont évalués en rapport avec l'intégration du P12. Des propositions sont faites pour les 3 PAR 2012. ○ La part de la « sécurisation pastorale » dans les budgets 2011 de l'ensemble des CT est connue. ○ La part des membres d'OPel élus dans les CT (commune / région) est connue. 	<p><i>Les CT seront installées en fin du premier trimestre 2011. Elles seront accompagnées en 2011, pour intégrer les aspects pastoraux dans leurs budgets 2012.</i></p> <p><i>La composition des CT est fixée par les élections de décembre 2010.</i></p> <p><i>Les instances de décision qui se mettront en place ou procéderont au renouvellement de leurs membres dont les COFOCOM feront l'objet d'action en vue d'améliorer la représentativité des éleveurs.</i></p>
A 1.1 : Un diagnostic et une planification du programme 12 sont élaborés par les acteurs régionaux	<ul style="list-style-type: none"> • Un Plan d'action de qualité du programme 12, intégrant les PDC, PAD et PAR et prenant en compte les aspects genre et environnement, est élaboré. • DRE/IA reconnue dans l'animation du processus par les acteurs. 		<p>La stratégie de mise en œuvre du P12 est validée et utilisée dans le cadre de l'élaboration des PAR et PDC.</p> <p>Les DRE/IA facilitent la mise en œuvre des processus</p>	
A 1.2 : L'évaluation- planification annuelle du programme 12 est réalisée par les acteurs communaux et régionaux	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action programme 12 évalué et ajusté par année et par région • Augmentation des actions d'appui à l'élevage dans la région 		<p>La part des actions (prévues et réalisées) liées au P12 est connue.</p>	<p><i>En première année d'intervention on ne peut pas évaluer le plan d'action, mais participer à son élaboration</i></p>
A 1.3 : Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du programme 12 en lien	<ul style="list-style-type: none"> • Une contribution significative apportée par les OP et les communes dans les données fournies pour le suivi évaluation. • Le débat sur l'analyse des effets provoque des décisions de révisions de la stratégie et des actions. 		<p>Les données attendues sur le pastoralisme sont connues.</p> <p>Le mécanisme de collecte est défini et</p>	

avec la SDR au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> Les données nécessaires au niveau national sont fournies au SE-SDR via le SPR-SDR et le MEIA 		précise les rôles des différents acteurs dont les OP, les STD et les CT.	
R2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé	<ul style="list-style-type: none"> % de communes dotées d'un dossier communal intégrant les ressources et infrastructures pastorales sécurisées et à sécuriser (cartographie, plans d'aménagement et de gestion des ressources pastorales). Superficie des aires de pâturages aménagées et nombre de points d'eau pastoraux aménagés. Kilomètres de couloirs de passage sécurisés et enregistrés. Budget investi par OP d'éleveurs appui à la formation, information et défense des droits des membres. 100% des COFOCOM fonctionnelles dans les zones d'interventions retenues <u>pour cet objectif spécifique.</u> 		<ul style="list-style-type: none"> Six (3*2) dossiers pastoraux tests présentent l'état des ressources pastorales et des investissements. Les OPeI, partenaires ont élaboré un programme de formation et de plaidoyer GRN en faveur de leurs membres. 30% des COFOCOM déjà installées ont bénéficiées d'une première formation/recyclage. 75% des communes sans COFOCOM ont bénéficié d'appuis à la mise en place. 	<p><i>La baseline doit fournir une partie importante des informations sur l'état et l'utilisation des ressources pastorales de façon générale dans les trois régions.</i></p> <p><i>Une fois la zone d'intervention précisée, le processus de renseignement sera élaboré et mis en place.</i></p> <p><i>Les SCR, joueront un rôle important dans la mise en œuvre de l'ensemble du processus d'identification et sélection des sites d'intervention</i></p>
A 2.1 : Intégration et renforcement des organisations d'éleveurs dans la mise en œuvre programme 12	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'organisations d'éleveurs et d'éleveuses appuyées. Nombre de centres de services installés. Nombre de projets initiatives des organisations d'éleveurs appuyées, genre spécifique. Nombre de forum de prévention des conflits, foires pastorales. 		<p>La démarche de sélection et de contractualisation des Opels est élaborée, validée et mise en œuvre.</p> <p>Les Opels partenaires disposent d'un programme de formation/plaidoyer</p>	
A 2.2 : Appui aux initiatives locales aménagement et gestion espace pastoral communes et intercommunal	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plans d'aménagement communaux des ressources pastorales et cartographie des RP Nombre (Km) de couloirs de passages, de pistes à bétail, d'aires de repos, de zones d'accueil matérialisées. Nombre de cadres de concertation créés, ou redynamisés et fonctionnels Km de pare-feu réalisés Nb. de points d'eau réalisés et réhabilités Nb. d'ha sous conventions locales de gestion 		<p>Les principales ressources et dynamiques pastorales à l'échelle des trois régions d'intervention sont connues.</p> <p>Le contenu et modalités d'élaboration des plans d'aménagements pastoraux sont connus. Six (3*2) dossiers pastoraux tests sont produits en vue d'élaborer des plans d'aménagement.</p> <p>1850 Km de bandes pare-feu sont réalisées en 2011. Un programme 2012 est en cours d'exécution.</p>	<p><i>Si des dossiers conforme aux orientations et démarche du PAAPSSP (hydraulique / aménagement) sont disponibles ils pourraient faire l'objet de financement.</i></p>
A 2.3 : Sécurisation foncière de l'accès aux ressources pastorales et des aménagements réalisés	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de COFOCOM appuyées Nb. de supports de vulgarisation conçus Niveau d'application des textes sur les droits des éleveurs par les acteurs 		<p>Des accords d'exécution sont élaborés et mis en œuvre avec les 3 SPR, en vue de renforcer le réseau et la fonctionnalité des COFOCOM.</p> <p>Le processus d'actualisation de LNC est</p>	

	<i>institutionnels</i>		mené début 2011. Un programme de vulgarisation des textes relatifs au pastoralisme en cours d'exécution.	
R3 : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Augmentation de la couverture des régions en SVPP et de la couverture vaccinale.</u> • Nombre d'expériences novatrices et adaptées de valorisation des produits animaux réalisée et évaluée par Région, genre spécifique • Des plans de gestion et de développement des centres de Fako, Toukounous, Ibécétène et Maradi réalisés • Un réseau d'éleveurs spécialisés en relation avec les centres de sélection et promoteurs des races locales est mis en place. 		<ul style="list-style-type: none"> ○ Un document stratégique d'intervention en faveur des SVPP et de la couverture vaccinale est élaboré et sa mise en œuvre amorcée. ○ La stratégie de développement des CMB en relation avec les éleveurs sélectionneurs est élaborée, et sa mise en œuvre amorcée. 	<p><i>Pour les Opel l'année 2011 sera principalement consacrée à la mise en place du cadre de partenariat et à la définition conjointe des actions à mettre en œuvre.</i></p> <p><i>L'intervention dans le secteur de la santé animale en 2011 doit permettre de mener de nombreuses actions concrètes.</i></p>
A 3.1 : La santé animale est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> • Un document de stratégie est disponible au terme des débats au niveau régional et national • <u>Nombre de vétérinaires privés installés (par genre)</u> • <u>Taux de couverture vaccinale</u> • <u>Nombre d'agents recrutés par genre (auxiliaires d'élevage, agents publics).</u> • <u>Nombre d'animaux vaccinés par espèces par SVPP et services publics</u> 		<p>Les éléments contractuels relatifs aux SVPP et STD sont élaborés.</p> <p>Les SVPP sont installés conformément au document stratégique.</p> <p>Les éléments d'amélioration de la couverture vaccinale sont mis en œuvre conformément au document stratégique.</p>	
A 3.2 : Les productions animales sont valorisées	<ul style="list-style-type: none"> • Un document de capitalisation critique des expériences déjà menées dans le domaine • <u>Nombre de projets pour filières animales soumis à financement</u> • <u>Nombre d'aires d'abattage équipées pour séchage des cuirs et peaux.</u> • <u>Nombre de marchés à bétail améliorés et gérés avec une forte implication des organisations d'éleveurs et des communes</u> 		<p>Les différents documents de capitalisation sont disponibles et partagés avec les acteurs impliqués dans les différentes filières, dont le lait périurbain.</p> <p>Des projets d'interventions sont élaborés par les structures partenaires (Opel, CT, STD...) et leurs mise en œuvre amorcée.</p>	
A 3.3 : Le potentiel génétique des races est préservé et amélioré	<ul style="list-style-type: none"> • Plans de gestion des centres de sélection • <u>Nombre de reproducteurs vendus par centre</u> • Evolution du nombre d'éleveurs utilisateurs des reproducteurs des centres. • <u>Evolution de la production laitière des éleveurs périurbains</u> 		<p>La direction des CMB dispose d'un plan de développement qui intègre les éleveurs sélectionneurs.</p>	

2.2 Chronogramme des activités et sous-activités à réaliser en 2011

NB les sous activités correspondent au budget D01 ; certaines ont été ajoutées par rapport au cadre logique et budget de démarrage C01

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
RI : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les acteurs															
A.1.1 : Un diagnostic et une planification du programme 12 sont élaborés par les acteurs régionaux	Organisation de la démarche de planification communale et régionale pour l'élaboration du programme													UDP	La stratégie est disponible
	Formation pour le renforcement des capacités de pilotage et d'animation du P12 par les DREIA													UDP	
	Organisation d'ateliers locaux et régionaux pour l'élaboration de plan d'actions du P12 dans les régions													AT -TMD	
	Renforcement des DREIA dans leurs capacités à identifier, construire et entretenir des partenariats avec tous les partenaires susceptibles de soutenir des actions priorisées dans le P12													UDP	
	Fournitures des équipements nécessaires à l'animation et au suivi de la mise en œuvre du P12 dans la région et à sa pleine implication avec le PAR													UDP	
	Mise en place et suivi du partenariat avec les Directeurs Régionaux des ressources animales													UDP	Indemnité liée cahiers des charges des DREIA et SAF des régions
A.1.2 : L'évaluation-planification annuelle du programme 12 est réalisée par les acteurs communaux et régionaux	Organiser des ateliers communaux et régionaux d'évaluation planification annuelle														
	Participation et soutien au comité de pilotage de la SDR													AT- TMD	
	Organisation de séances d'information et de concertation au niveau régional														
	Tenue de 2 SMCL ordinaires et 1 extraordinaire par an													UDP	
A.1.3 : Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du programme 12 en lien avec la SDR au niveau régional	Réalisation d'une enquête initiale et de contrôle de l'économie des éleveurs													UDP	Liens avec Baseline
	Capitalisation et valorisation des acquis													UDP	Liens avec Baseline
	Suivi coordination inter régionale de la DEP													UDP	
	Organisation atelier thématique de capitalisation													UDP	

R2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé														
A.2.1 : <i>Intégration et renforcement des organisations d'éleveurs dans la mise en œuvre programme12</i>	Organisation d'ateliers annuels et mise sur pieds d'une plateforme régionale ou départementale											ATIt		
	Renforcement et soutien aux CRA pour mise au service des Opels											UDP- ATIt		
	Mise en place dispositif de gestion du fonds d'initiatives des Opel											UDP		
	Préqualification des Opel éligibles au fonds d'initiatives											ATIt – TMD		
	Appui au montage de projet d'initiatives													
	Organisation des sessions du comité d'octroi + financement												AT -TMD	
	Organisation des comités d'évaluation des initiatives													
A.2.2 : <i>Appui aux initiatives locales aménagement et gestion espace pastoral communes et intercommunal</i>	Appui planification aménagement pastoral communal intercommunal											ATIt - M		
	Evaluation des expériences d'aménagement et gestion aires de pâturage											ATIt - M		
	Etudes de faisabilité pour l'aménagement des sites prioritaires												Sauf si dossiers de qualité existent sur le terrain.	
	Mise sur pieds système décision gestion fonds aménagement communal											UDP		
	Financement et mise en œuvre aménagements pastoraux											ATIt	Actions pare-feux	
	Organisation système de suivi et gestion des aménagements													
A.2.3 : <i>Sécurisation foncière de l'accès aux ressources pastorales et des aménagements réalisés</i>	Identification des espaces intercommunaux stratégiques à aménager											ATIt	Le Budget est PM mais l'action est à programmer.	
	Renforcement du réseau des structures du Code Rural dans les communes d'intervention											ATIt	Action sur la LNC et vulgarisation des textes	
	Appui logistique et méthodologique prép plans d'aménagement											ATIt		
	Facilitation du processus d'accords sociaux délimitation foncier pastoral													
	Appui à la maîtrise d'ouvrage des travaux de balisage												Sauf si dossiers de qualité existent sur le terrain.	
	Enregistrement et versement au dossier rural													
	Contribution au SAF Régional pour intégration espaces sécurisés											ATIt	6 dossiers pastoraux sont élaborés	
	Suivi contrôle de mise en valeur des espaces et des aménagements													
Audit et équipement complémentaire des COFODEP												UDP		
R3 : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées														
A.3.1 : <i>La santé animale est améliorée</i>	Organisation d'ateliers de capitalisation et d'échanges												AT – Dosso	
	Soutien aux services publics / exercice fonctions régaliennes												AT – Dosso	
	Sélection et contractualisation avec un opérateur privé national accompagnement SVPP												UDP	
	Soutien et suivi des SVPP existants												UDP	
	Appui à l'installation de nouveaux SVPP Maradi 2, Doutchi 1												UDP	
	Soutien à l'investissement communal													
	Appui aux services publics là où pas de SVPP												UDP	

	Construction Bureaux DOSSO																UDP
A.3.2 : Les productions animales sont valorisées	Organiser une réflexion capitalisation exp et définir stratégie																UDP
	Recensement des financements et initiatives dans le domaine dans la région																
	Appui conseil aux structures de gestion existantes																
	Organisation de voyages d'échanges d'expériences																
	Faisabilité des initiatives recherche action commercialisation																UDP
	Financement et suivi de la mise en œuvre d'initiatives recherche-action																
A.3.3 : Le potentiel génétique des races est préservé et amélioré	Financement d'activités prioritaires de soutien acquis prog Azawak																AT – Dosso
	Appui à l'élaboration de plans d'affaire CMB ; Toukounous, Fako, Maradi																AT – Dosso
	Elargissement soutien réseau éleveurs Azaouak																AT – Dosso
	Mise en œuvre pilote stratégie de gestion concertée Fako																
	Identification et appui conseil aux petits éleveurs engagés dans amélioration génétique																AT – Dosso
	Soutien technique et suivi des troupeaux de promoteurs de projets Azaouak																AT – Dosso
	Renforcement personnel et équipement centres CMB																UDP

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
Z : Activités générales de gestion/mise en œuvre de l'intervention															
<i>Gestion du Personnel (recrutement, formation, évaluation,...)</i>	Recrutement Chauffeurs														UDP
	Recrutement secrétaire/comptable														UDP
	AT Juniors (Besoins et accueil)														UDP
	Cercles de développement ATN et RAF														UDP
	Cercles de développement Chauffeurs														UDP
	Participation du RN au briefing														UDP
	Formation informatique Equipe														UDP
<i>Investissement et Logistique (acquisition, inventaires, ...)</i>	Complément équipement véhicules														UDP
	Achat mobilier bureau DOSSO														UDP
	Inventaires														UDP
<i>Rapportage</i>	Rapport annuel DGD														UDP
	Rapport autre bailleur														
	Rapport trimestriel CTB														UDP
	Planification Financière														UDP
	Cash Call														UDP

SMCL	SMCL ordinaires																		UDP
	SMCL extraordinaires																		<i>Si nécessaire</i>
Suivi-Evaluation (Baseline, EMP, EF,...)	Conception de la Baseline																		UDP
	Etablissement de la Baseline																		UDP
	Elaboration et mise en place du dispositif de SE																		UDP
Audit	Financier annuel (national)																		UDP
Backstopping et missions d'appui	Mission d'appui de la représentation pour la mise en place des outils de pilotage du programme, conformes aux normes CTB																		UDP
	Appuis CTB à la mise en place de la Baseline et dispositif de suivi / évaluation																		UDP
Actions de Capitalisation	Capitalisation filières animales																		AT-Dosso
	Capitalisation Aménagement pastoraux																		ATIt
	Capitalisations fonds d'appuis																		UDP
Communication et Visibilité	Etablir un plan de communication																		
	A intégrer dans les activités réalisées																		
Autres actions	Formation en pastoralisme des cadres régionaux																		ATIt
	Ateliers régionaux de lancement																		UDP
	Détermination de la zone d'intervention																		UDP
	Élaboration et validation du Manuel de procédures et du règlement intérieur																		UDP
	Elaborer une stratégie d'intégration des thèmes transversaux																		UDP
	Développer la synergie au sein des programmes CTB-Dosso																		UDP – AT-D
	Développer le partenariat avec les autres projets et programmes liés au P12																		UDP

2.3 Commentaires généraux sur la Planification Opérationnelle

En 2011 plusieurs prestations de services permettent au programme et aux parties prenantes de définir les concepts et stratégies d'intervention.

Code DTF	Libellé activité	Montant 2011	Type de marché / contrat	Description / commentaires
A111	Organisation de la démarche de planification communale et régionale pour l'élaboration de la stratégie	24 500 000	PDS et ateliers concertations	Le RAIL, dresse en Q1 un diagnostic complémentaire à la connaissance de la zone d'intervention. Une consultation (PDS) propose la démarche d'intégration des problématiques pastorales dans les outils de planification. Les résultats sont amendés lors d'un atelier.
A112	Formation pour le renforcement des capacités de pilotage et animation des équipes régionales	13 000 000	PDS et sessions de formation	Suite à la caractérisation des besoins de formation, des modules sont élaborés et dispensés à partir de Q2 par un PDS aux DREIA en vue de renforcer leurs capacités d'animation. Le budget est ventilé en 60% la première année, 40% la deuxième afin de permettre des recyclages et/ou des formations complémentaires.
A113	Organisation d'ateliers locaux et régional élaboration du programme 12	9 500 000	Ateliers de concertation	E, 2011 3 ateliers régionaux présentent le PAAPSSP et lancent le programme 12 dans les régions en Q2, compta Q3 10 des 19 départements tiennent une rencontre départementale du P12. Les communes y seront conviées. Ses rencontres d'élaboration du programme 12 intègrent la démarche élaborée à l'activité A111
A114	Renforcement des capacités de partenariat des DREIA pour la mise en œuvre des priorités prog 12	9 000 000	PDS et sessions de formation	Suite à la caractérisation des besoins de formation, des modules sont élaborés et dispensés par un PDS aux DREIA en vue de renforcer leurs capacités de partenariat. Cette activité est à concevoir et coordonner avec la ligne A112. La notion de besoins de recyclage tout au long du programme est à prendre en compte.
A115	Equipement et fonctionnement nécessaire à l'animation et au suivi de la mise en œuvre P12/DREIA	70 000 000	MP Equipement et AE d'appui à l'entretien	Les DREIA sont équipées en vue d'assurer le processus d'animation du P12. Un Marché public d'équipement est préparé et exécuté à 90% de façon globale sur l'ensemble des équipements que doit réaliser le programme. L'activité est comptable en Q4, mais la démarche commence en Q1. Là où les coûts de fonctionnement sont à la charge du programma, des AE seront établis.
A122	Participation et soutien aux comités de pilotage	3 000 000	Ateliers de concertation	Le PAAPSSP facilite la tenue des comités régionaux de pilotage de la SDR selon des modalités qui restent à préciser avec les SPR/SDR. La période est indicative.
A131	Réalisation d'une enquête initiale et de contrôle de l'économie des éleveurs	7 000 000	PDS, situation de référence	Dans le cadre du système de suivi/évaluation et de la baseline, une étude via un PDS pose la situation de référence des économies pastorales en 2011. Cette étude sera réactualisée en fin de programme.
A132	Capitalisation et valorisation des acquis	5 000 000	PDS, capitalisation	L'activité sera précisée avec la DEP qui doit elle-même s'impliquer dans la capitalisation des acquis, voir ligne A 133.
A133	Suivi coordination inter régionale de la DEP	4 000 000	AE - DEP	Voir A 132
A 134	Atelier de capitalisation thématique	3 000 000	Atelier de concertation	Un atelier d'échange est tenu sur le ou les thèmes retenus et qui reste à préciser.

A211	Organisation d'ateliers annuels et mise sur pieds d'une plateforme régionale ou départementale	1 500 000	Atelier de concertation	Faciliter la tenue d'une rencontre et/ou un processus de rencontre type « tribune pastorale », dans chaque région. L'activité devra être consolidée autour du rôle d'animation des DREIA et des CRA.
A212	Renforcement/soutien aux CRA pour mises au service des Opel	19 600 000	MP Equipement et AE d'appui à l'entretien	Sur la base d'un cahier des charges élaboré d'un commun accord entre les Opel, le RECA et les CRA, un AE qui traite du recrutement, de l'équipement et du fonctionnement d'un animateur par région est établi. Les investissements sont réalisés à 90% suite à un processus qui s'étale de Q1 à Q4.
A213	Mise en place dispositif de gestion du fonds d'initiatives des Opel	2 000 000	PDS, création de fonds d'investissement	Une prestation de service analyse et propose une démarche de mise en place et de fonctionnement des fonds d'investissement. Une partie de la ligne doit rester disponible pour assurer la formation des OPels dans la gestion des fonds. Ces formations commenceront après la sélection des Opel, courant 2012.. Le programme doit être en mesure d'avoir une vision globale de mise en place et utilisation des 6 fonds prévus dans le DTF.
A214	Préqualification des Opel éligibles au fonds d'initiatives	3 000 000	Atelier de concertation	Les ATN TMD et ATIt élaborent une grille et démarche de préqualification des Opel. Ils organisent la tenue de session de sélection des Opel 1 000 000 / région.
A215	Appui au montage de projets et d'initiatives	3 000 000	PDS	Les Opel qualifiées sont appuyées pour monter des dossiers. Les formes d'appuis restent à définir !!!
A216	Organisation de session d'octroie	3 000 000	Atelier	Une première session d'octroie est tenue, MAIS l'activité est à caler avec la mise en place des fonds... dont la conception devrait prendre fin en Q3....
A221	Appui planification aménagement pastoral communal intercommunal	11 000 000	AE SCR	Le processus d'élaboration des dossiers pastoraux à travers les COFOCOM est commencé à partir de 6 communes tests. Ce processus contient la collecte, le traitement des données et la validation. La démarche reste à préciser !
A222	Evaluation des expériences d'aménagement et gestion aires de pâturage	9 800 000	PDS, capitalisation	Une prestation permet d'évaluer les expériences d'aménagement réalisées au Niger et des recommandations de démarche d'intervention, lors d'un atelier de concertation.
A224	Mise sur pieds système décision gestion fonds aménagement communal	17 300 000	PDS, création de fonds d'investissement	L'activité est à construire en relation avec les autres fonds à mettre en place.
A225	Financement et mise en œuvre aménagements pastoraux	240 000 000	AE, avec DREIA	Actions pare feux initiées en 2010, dont l'exécution financière cours jusqu'en Q2 2011. En 2011, en fonction de besoins et résultats, le volume global de l'action pourrait être augmenter et les premiers décaissements être réalisés en Q4.
A232	Renforcement du réseau des structures du Code Rural dans les communes d'intervention	85 000 000	AE - SCR	L'intervention en faveur de la confirmation de la limite nord est complétée fin 2011, par un travail de renforcement institutionnel des COFOCOM (mise en place complémentaires et formations / recyclage). Ce travail doit permettre aussi de vulgariser les textes sur le pastoralisme.
A237	Contribution au SAF Régional pour intégration espaces sécurisés	10 000 000	AE - SCR	Dans les trois régions des éléments cartographiques (relevés, traitements...) sont versés aux processus d'élaboration des SAF.
A239	Audit et équipement complémentaire des COFODEP	180 000 000	MP Equipement et AE d'appui à l'entretien	Sur la base des besoins argumentés dans le cadre de la mise en œuvre du programme, les COFO bénéficient d'un équipement complémentaire (réalisé à 90%). Les modalités de fonctionnement devront être précisées et consignées dans un accord d'exécution.

A311	Organisation d'ateliers de capitalisation et d'échanges	3 000 000	Atelier de concertation	Un atelier de concertation permet de définir, en Q1, l'intervention du programme dans le domaine des SVPP et de l'appui aux STD en lien avec l'augmentation du taux de couverture vaccinale.
A312	Soutien aux services publics dans l'exercice de leurs fonctions régaliennes	7 700 000	MP Equipement et formation	Un lot d'équipement est fourni en fonction des besoins exprimés par les DREIA. Des formations spécifiques sont dispensées aux agents d'élevage dont le planning s'étale sur les deux premières années.
A314	Soutien et suivi des SVPP existants	30 000 000	AE – SVPP	Sur la base de l'atelier « A321 » un AE et/ou autre forme de document contractuel est passé pour l'appui au réseau des SVPP. Les démarches et budgets des activités A314 et A315 seront alors précisées.
A315	Appui à l'installation de nouveaux SVPP Maradi 2, Douchi 1	90 000 000	AE - SVPP	Voir A 314
A316	Appui à l'équipement de parcs de vaccination	4 500 000	AE-DREIA	L'activité est à préciser en début 2011 avec les DREIA. Une étude/bilan pourrait mettre en évidence les facteurs de blocages de la vaccination et définir ainsi des pistes d'améliorations. Elle est à réaliser conjointement entre les DREIA et les Opel.
A317	Appui aux services publics là où pas de SVPP	195 000 000	MP Equipement et AE d'appui à l'entretien	162 000 000 de MP d'équipement à 90% en Q4, 4 500 000 de formation, 29 000 000 AE de fonctionnement. La mise en œuvre de cette ligne s'incère aux autres lignes d'équipements des STD.
A318	Construction des bureaux de DOSSO	30 000 000	MP de travaux	Construction d'un bloc de bureau et réhabilitation de la salle de réunion.
A321	Organiser une réflexion / capitalisation des expériences et définir la stratégie d'intervention	17 000 000	PDS, capitalisation	Des PDS capitalisent les différentes expériences d'appuis aux filières. Les résultats servent à définir lors d'atelier de concertation les stratégies d'interventions du programme.
A324	Organisation de voyage d'échange	0		Ils interviendront principalement en 2012 quand les OPels partenaires seront sélectionnées et les thèmes d'interventions définis.
A325	Faisabilité des initiatives recherche action commercialisation	3 000 000	PDS,	L'activité est à mettre en œuvre en relation avec l'A321.
A326	Financement et suivi de la mise en œuvre du fonds d'initiative de recherche action	PM		La conception et le fonctionnement du fonds est à intégrer avec les autres fonds. Des dossiers devront être en préparation fin 2011, mais leur mise en œuvre devrait intervenir début 2012.
A331	Financement d'activités prioritaires de soutien acquis projet Azawak	12 000 000	Contrat de collaboration	Actions à préciser en relation avec les coopératives d'éleveurs AZAWAK, prévoir des actions pour la période de soudure 2011 Q2-Q3 comptable, dans le cadre d'une stratégie globale d'appui aux producteurs sélectionneurs.
A332	Appui à l'élaboration de plans d'affaire Toukounous, Fako, Maradi	11 000 000	PDS	Une PDS permet au Ministère de définir les rôles à jouer par les CMB en relation avec les Opel dans le développement et la promotion des races.
A333	Elargissement soutien réseau éleveurs Azaouak	5 000 000	AE / DREIA	A concevoir et mettre en œuvre en lien avec 331
A335	Identification et appui conseil aux petits éleveurs engagés dans l'amélioration génétique	3 750 000	AE / DREIA	A concevoir et mettre en œuvre en lien avec 331
A336	Soutien technique et suivi des troupeaux de promoteurs de projets Azaouak	10 000 000	AE / DREIA	A concevoir et mettre en œuvre en lien avec 331

A337	Renforcement personnel et équipement centres CMB	27 650 000	MP Equipement et formation	La mise en œuvre de cette ligne s'incère aux autres lignes d'équipements des STD.
Z0103	Expertise non définie	15 000 000	PDS	A mobiliser notamment pour faciliter l'établissement du manuel de procédure et règlement intérieur, et autre appuis qui seront précisé dans l'année.
Z0401	Frais de suivi évaluation	15 000 000	PDS	En Q2 un prestataire élabore la base line et met en place le système de suivi évaluation du PAAPSSP. Il passe en compta en Q3

3 Planification des marchés et autres contrats/accords d'exécution

3.1 Tableau de planification des marchés

CF ANNEXE N°1

3.2 Tableau de planification des accords d'exécution

CF ANNEXE N°2

3.3 Commentaires sur la planification des marchés et contrats / accords d'exécution

Les nombres, types et volumes financiers de marchés publics et accords d'exécution seront définis avec les parties prenantes au cours du premier trimestre 2011. Cependant on peut retenir que cette année 2011, sera consacrée à l'exécution des marchés publics

- d'équipement des parties prenantes. Le nombre de marché sera relativement réduit (de 5 à 10) pour un volume financier de plusieurs centaines de milliers d'Euro.
- de prestations intellectuelles liées à la conception des outils et à la capitalisation. Le nombre de marché sera relativement important (15 à 20) pour un volume financier de quelques dizaine de milliers d'Euro.

En 2011, les étapes préparatoires aux marchés de travaux (hydraulique, balisage et aménagement) seront amorcées afin d'exécuter les premiers marchés public au cours du premier semestre 2012.

- Les AE doivent être précisés avec les parties prenantes afin de concevoir des « paquets » cohérents d'intervention ; activité, localisation, chronologie, etc...
- Les MP de fourniture doivent être précisés avec les parties prenantes afin de constituer des « lots » en moyens de transports, matériels informatiques, matériels de froids, etc.

4 Planification financière

4.1 Tableau de planification financière

CF ANNEXE N°3

4.2 Explicatif de la planification financière

Ligne Budgétaire (selon FIT)	Hypothèses / Explications sur l'estimation faite	Facteurs de risque / de variations potentielles
VOLET A		
A01	<p>42% du budget devrait être consommé.</p> <p>Les collectivités territoriales devraient se mettre en place progressivement au cours de l'année 2011. Ceci ne permettra pas de mener pleinement les processus de concertation au niveau communal. Le budget 2011 est donc principalement consacré à l'élaboration des approches (<i>utilisation de 95% de la ligne</i>), à la formation des agents (<i>utilisation de 60% de la ligne, 40% est réservé aux recyclages en année 2012 et 2013</i>), et à l'équipement (<i>90% de la ligne</i>).</p>	<p>Retard dans l'installation des élus et/ou faiblesse des appuis en faveur du démarrage des collectivités territoriales, notamment communales, ce qui peut remettre en cause leurs capacités à planifier les actions de développement (PDC).</p> <p>Difficulté de mobiliser des compétences adaptées aux besoins de formation et de conception.</p> <p>Problèmes d'exécution des MP de fournitures</p>
A02	<p>5% du budget devrait être consommé.</p> <p>L'évaluation des planifications annuelle sera impossible en 2011, les collectivités territoriales devant être mises en place au cours de l'année. Elles pourront au mieux élaborer leurs planifications.</p>	<p>L'intervention du PAAPSSP repose sur l'hypothèse que les collectivités territoriales disposent de capacité de planification.</p> <p>Si ce n'est pas le cas, il sera alors nécessaire d'y consacrer des moyens humains et financiers non prévus !</p>
A03	<p>35% du budget devrait être consommé.</p> <p>Une partie importante du budget 2011 est lié à la réalisation de la situation de référence sur l'économie des éleveurs (<i>utilisation de 48% de la ligne</i>), le reste devra être mobilisé en fin de programme pour évaluer les effets de l'intervention.</p> <p>La valorisation des acquis (<i>utilisation de 42% de la ligne</i>) va faciliter la définition des concepts d'intervention, sur la base d'expériences existantes dans le même domaine au Niger. Le reste de la ligne sera utilisé en 2014 afin de capitaliser les acquis du programme.</p>	<p>Il ne devrait pas y avoir de risque particulier qui pourrait remettre en cause ce résultat.</p>

VOLET B	Hypothèses / Explications sur l'estimation faite	Facteurs de risque / de variations potentielles
B01	<p>9% du budget devrait être consommé.</p> <p>Le budget 2011 vise principalement à identifier, sélectionner, former et accompagner les Opel partenaires à l'utilisation du fonds d'appuis aux initiatives. Ce fonds représente 71% du budget du résultat.</p> <p>Les années 2012 et 2013 seront consacrées à la mise en œuvre des initiatives.</p>	<p>Plus de 90% des dépenses doivent être réalisées en années deux et trois</p> <p>Les Opel se retrouvent impliquées et/ou responsables de nombreuses activités dans le programme, ont-elles toutes les ressources humaines nécessaires ?</p> <p>Des fonds d'investissement conséquents sont prévus, mais pas d'appui institutionnel spécifique !</p>
B02	<p>13% du budget devrait être consommé.</p> <p>Le budget 2011 doit permettre de préparer la réalisation des investissements à travers, l'élaboration de la démarche d'intervention, l'identification des sites, les études de faisabilité et la préparation des MP de travaux. Le budget d'aménagement des espaces et d'hydraulique pastorale représente 92% du volet. Son utilisation s'étalera sur 2012 et 2013.</p> <p>Toute fois si des travaux d'aménagement peuvent être réalisés sur des sites où les accords sociaux et des dossiers sont disponibles, alors ils seront entrepris au cours de l'année 2011.</p>	<p>Les actions d'aménagements et de mise en valeur des ressources pastorales doivent reposer sur des consensus sociaux qui peuvent être long à obtenir.</p> <p>La réalisation des travaux nécessite des compétences et des capacités techniques spécifiques dont l'offre est souvent limitée sur le terrain.</p> <p>Il sera nécessaire d'avoir une stratégie très efficace pour exécuter qualitativement les budgets alloués dans les délais !</p>
B03	<p>25% du budget devrait être consommé.</p> <p>Le budget 2011 est principalement consacré au renforcement du dispositif du Code Rural par son équipement et l'amorce des formations de ces structures. Ces formations pour être efficaces dans le cadre du programme devront être poursuivies en 2012 et 2013 afin d'assurer pleinement la sécurisation foncière des aménagements. Le budget consacré à l'appui au balisage des couloirs de passage représente 60% du résultat. Son utilisation s'étalera sur 2012 et 2013.</p> <p>Toute fois si des travaux de balisage peuvent être réalisés sur des sites où les accords sociaux et des dossiers sont disponibles, alors ils seront entrepris au cours de l'année 2011.</p>	<p>Idem que pour la ligne précédente, mais les capacités des entrepreneurs sont moins difficiles à mobiliser.</p>
VOLET C	Hypothèses / Explications sur l'estimation faite	Facteurs de risque / de variations potentielles
C01	<p>41% du budget devrait être consommé.</p> <p>Le budget 2011 doit permettre de poser le cadre de partenariat entre les SVPP et les DREIA en matière de santé animale et de réaliser les différents investissements nécessaires. Les années 2012 à 2014 devraient être consacrées à la mise en œuvre des accords de partenariat.</p>	<p>Il n'y a pas de risque particulier. Cependant le choix du contractant / prestataire de service pour l'appui aux SVPP sera déterminant pour l'atteinte du résultat.</p>
C02	<p>4% du budget devrait être consommé.</p> <p>Ce volet est principalement mis en œuvre à travers les Opel partenaires. Au titre du budget 2011 il est attendu l'actualisation des connaissances sur les filières, la mise</p>	<p>Idem au résultat B01, où les Opel doivent jouer un rôle très important dans la promotion de l'économie pastorale.</p> <p>La encore il est nécessaire d'élaborer une stratégie et une</p>

	en place du fond d'appuis aux initiatives et la préparation des premiers dossiers de financement. Le montant du fond d'appuis représente 88% du volet !	démarche conséquente de mise en oeuvre.
C03	45% du budget devrait être consommé. Le budget 2011 doit permettre de renforcer les CMB (<i>plan d'affaire, équipement et formation</i>) et de poursuivre les appuis aux éleveurs engagés dans la promotion des animaux sélectionnés. Les années 2012 et 2013 devraient être consacré principalement au maintien des appuis aux éleveurs sélectionneurs.	Le risque majeur est l'année de sécheresse. Si les éleveurs ne sont pas accompagnés pour passer ces crises, cela peut remettre en cause des décennies de sélection.
VOLET Z	Hypothèses / Explications sur l'estimation faite	Facteurs de risque / de variations potentielles
Z01 / Personnel	Le budget alloué à la rubrique personnel semble pouvoir couvrir les coûts de l'équipe jusqu'en 2014.	
Z02 / Investissement	La majorité des investissements est réalisée. Il devrait permettre de disposer de moyens de travail cohérent avec les résultats attendus. Néanmoins des compléments en matériels informatiques et de communication (appareils photo et vidéo) pourraient s'avérer nécessaire afin de renforcer les capacités de suivi et d'accroître la visibilité des actions du programme.	
Z03 / Fonctionnement	Les budgets prévisionnels ne semblent pas suffisants pour assurer un fonctionnement réaliste sur les 4 ans, tout particulièrement les rubriques frais de mission. De plus la ligne fonctionnement des bureaux existe mais n'est pas approvisionnée.	
Z02 / Audit et suivi	RAS à ce stade, les lignes semblent pourvues en conséquence.	

5 Analyse des risques en regard de la programmation

5.1 Tableau d'analyse des risques

Nature du risque	Impact potentiel sur le respect de la planification	Mesures prévues et à prendre pour limiter le risque et ses effets
Risques politiques , retard ou non mise en place des collectivités territoriales et nouveaux gouvernements.	Lenteur et décalage dans la fonctionnalité des instances de décisions qui ne sont pas opérationnelles en temps voulus.	Le travail devra se reporter sur les OP et STD existants.
Risque de faibles capacités des parties prenantes.	Les parties prenantes n'arrivent pas à jouer leurs rôles et assumer leurs responsabilités dans la mise en œuvre du programme.	Les coûts de mise en œuvre des actions doivent consacrer une part plus importante au processus de renforcement de capacité et d'accompagnement des parties prenantes.
Risque écologique , si l'hivernage 2011 est mauvais le risque de sécheresse sera réel.	Les OP seront préoccupées et mobilisées sur des actions de sauvegarde des troupeaux à court termes , beaucoup plus que sur des actions d'aménagement à moyens termes.	Des fonds extra-projets et des pistes d'interventions doivent être identifiés avec les OP , afin de pouvoir continuer à travailler sur les aménagements à long terme.

6 Feedback de la Représentation et Décisions/Recommandations retenues à l'issue du processus de revue entre le Projet et la REP

6.1 Observations issues de l'analyse par la REP de la Programmation proposée par le Projet

Volet de la programmation (opérationnel, administrative, financière)	Objet de l'observation	Description de l'observation
Tableau des Marchés publics	Distinguer les 3 types de marchés : fournitures ; services ; travaux Regrouper les petits montants de même type pour en faire des marchés plus importants qui couvrent les besoins de l'année 2011.	
Tableau Accords d'exécution (AE)	Préciser les intitulés et les lignes budgétaires correspondantes Les AE doivent être soumis aux SMCL	

6.2 Recommandations/Décisions issues du processus de revue entre REP et Projet

Volet de la programmation (opérationnel, administrative, financière)	Recommandation / Décision	Responsable de la mise en œuvre	Échéance
A1.1.5 Equipement et fonctionnement nécessaire à l'animation et au suivi de la mise en œuvre	À transférer en Q4 2011	Unité de Gestion du Programme	
A1.3.1 Réaliser une enquête initiale et de contrôle	A envisager dans la baseline	Unité de Gestion du Programme	
A2.2.5 : Financement et mise en œuvre aménagement	Moyennant augmentation de l'enveloppe 2011 prévue par l'Accord d'Exécution et démarrage en octobre 2011	Unité de Gestion du Programme	
Z. les moyens généraux	À actualiser en se référant aux estimations les plus récentes fournies par HQ (voir LAF) notamment pour les coûts des ATI	Unité de Gestion du Programme	
Z. 03.04 Autres frais de fonctionnement	Confirmer avec LAF si autorisation de doter la ligne et attendre la validation par la prochaine SMCL.	Unité de Gestion du Programme	

7 Annexe

7.1 Liste des Marchés publics

7.2 Liste des Accords d'exécution

7.3 Planification FIT Q1 2011



**PROGRAMME D'APPUI A L'AMENAGEMENT PASTORAL ET A LA SECURISATION DES SYSTEMES PASTORAUX
PAAPSSP**

NER 08 02611

ANNEXE N°1 TABLEAU DE SUIVI DES MARCHES PUBLICS 2011

Numéro CTB du marché	Numéro interne du marché (au niveau du Projet et au cas échéant)	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type du marché	Devise	Montants estimés en F CFA	Montant euros (estimé / réalisé)	Mode de financement	Code(s) Budgétaire(s)	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Milestones (réalisés ou planifiés)				
														Date(s) / période(s) Préparation Cahier de charges	Date(s) / période(s) Publication	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
EN COURS																		
001-201 PAAPSSP		diagnostic institutionnel complémentaire	Diagnostic institutionnel	services	FCFA	9 702 000		cogestion	A 0101	RAIL	Consultation	en cours		12-2010		12-2010	02-2011	03-2011
002-2010 PAAPSSP		accompagnement AE pare-feu	appuis/ conseils à la réalisation des AE pare feu	Services	FCFA	5 400 000		cogestion	B 02 05	BADAMASSI	Consultation	en cours		12-2010		01-2011	01-05-2011	05-2011
NER N°091		Equipements informatiques, photocopieur numérique et matériel de bureau	Achat d'équipements informatiques, d'un photocopieur numérique et de matériels de bureau	Biens	F CFA	15 163 000	€ 23 116	Régie	Z 02 02 / Z 02 03	BUROPA	Consultation	Réception en cours	Paiement après réception	Juillet/Août	7/10/2010	16/11/2010	01 / 2011	01 / 2011
PREVUS																		
NER N°000		Implication des éleveurs dans les instances de décision	Capitalisation	Consultant	FCFA	5 000 000	€ 7 622	cogestion	A0302		Consultation	TDR à rédiger		03/2011		04/2011	04-08/2011	cloture 09 / 2011
NER N°000		Expérience d'aménagement pastoraux	Capitalisation	Consultant	FCFA	9 000 000	€ 13 720	cogestion	B0202		Consultation	TDR à rédiger		02/2011		04/2011	05-07/2011	cloture 09/2011
NER N°000		Expérience filières	Capitalisation	Consultant	F CFA	18 000 000	€ 27 441	cogestion	C0201		Consultation	TDR à rédiger		02/2011	03/2011	04/2011	04-07/2011	cloture 08/2011
NER N°000		Dispositif de gestion des fonds	Conception	Consultant	FCFA	22 000 000	€ 33 539	cogestion	B0103, B0203, C0205		Consultation	TDR à rédiger		03/2011	04/2011	05/2011	06-08/2011	cloture 09 / 2011
NER N°000		Stratégie de mise en œuvre du P 12	Conception	Consultant	FCFA	24 000 000	€ 36 588	cogestion	A0101		Consultation	TDR à rédiger		04/2011	04/2011	05/2011	06/2011	cloture 07 / 2011
NER N°000		Plan d'affaire des CMB	Conception	Consultant	FCFA	11 000 000	€ 16 769	cogestion	B0302		Consultation	TDR à rédiger		02/2011	03/2011	04/2011	04-07/2011	cloture 08 / 2011
NER N°000		Enquête économie des éleveurs	Système de SE	Consultant	FCFA	7 000 000	€ 10 671	cogestion	A0301		Consultation	TDR à rédiger		03/2011		04/2011	04-05/2011	cloture 06 / 2011
NER N°000		Mise en place du système de SE	Système de SE	Consultant	FCFA	15 000 000	€ 22 867	cogestion	Z0401		Consultation	TDR à rédiger		03/2011	03/2011	04/2011	04-05/2011	cloture 06 / 2011
NER N°000		Formation en animation des DREIA	Formation	Consultant	FCFA	8 000 000	€ 12 196	cogestion	A0102		Consultation	TDR à rédiger		02/2011		04/2011	04-07/2011	cloture 08 / 2011
NER N°000		Formation en capacité de partenariat des DREIA	Formation	Consultant	FCFA	9 000 000	€ 13 720	cogestion	A0104		Consultation	TDR à rédiger		02/2011		04/2011	04-07/2011	cloture 08 / 2011
NER N°000		Réhabilitation DOSSO	Bureaux Dosso	MP travaux	FCFA	19 000 000	€ 28 965	cogestion	C0108		Consultation	DAO en préparation		01/2011	02/2011	03/2011	03-05/2011	cloture 07 / 2011
NER N°000		équipement CRA	Véhicule / informatique	MP fourniture	FCFA	10 000 000	€ 15 245	cogestion	B0102		Consultation	besoins à caractériser		02/2011	03/2011	04/2011	07/2011	cloture 10 / 2011
NER N°000		équipement CMB	à définir	MP fourniture	FCFA	30 000 000	€ 45 735	cogestion	C0307		AOR	besoins à caractériser		02/2011	03/2011	04/2011	07/2011	cloture 10 / 2011
NER N°000		équipement DREIA	Matériel pour animation	MP fourniture	FCFA	75 000 000	€ 114 337	cogestion	B0309		AON	besoins à caractériser		02/2011	03/2011	04/2011	07/2011	cloture 10 / 2011
NER N°000		équipement DREIA	Matériel santé animale	MP fourniture	FCFA	161 000 000	€ 245 443	cogestion	C0107, C0102		AOI	besoins à caractériser		02/2011	03/2011	04/2011	07/2011	cloture 10 / 2011
NER N°000		équipement SCR	à définir	MP fourniture	FCFA	200 000 000	€ 304 898	cogestion	B0309		AOI	besoins à caractériser		02/2011	03/2011	04/2011	07/2011	cloture 10 / 2011

**PROGRAMME D'APPUI A L'AMENAGEMENT PASTORAL ET A LA SECURISATION DES SYSTEMES PASTORAUX
PAAPSSP**



ANNEXE N°2 TABLEAU DE SUIVI DES ACCORD D'EXECUTION

NER 08 02611

mis à jour le 19 janvier 2011

NUMERO DE L'ACCORD	CODE DU PROGRAMME	ACTIVITE DU CADRE LOGIQUE / CODE BUDG	MODALITE D'EXECUTION	INSTITUTION / ORGANISATION	TYPE INSTITUTION	OBJET DE L'ACCORD	AUTORITE CONTRACTANTE	MODE DE FINANCEMENT	AUDIT	DATE SIGNATURE	DATE D'ENTREE EN VIGEUR	DATE DE FIN	DEVISE DE L'ACCORD	MONTANT en FCFA	MONTANT TOTAL ASSIGNE EN EURO	SOLDE ACCORD en FCFA	COMMENTAIRES
AE/PAAPSSP - n°002	NER 08 026 11	B 02 05	Cogestion	DREIA	STD	Pare feux - Dosso	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	13/01/2011	15/01/2011	15/06/2011	FCFA	25 890 375	39 470 €	25 890 375	signé
AE/PAAPSSP - n°003	NER 08 026 11	B 02 05	Cogestion	DREIA	STD	Pare feux - Tahoua	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	13/01/2011	15/01/2011	15/06/2011	FCFA	40 787 250	62 180 €	40 787 250	signé
AE/PAAPSSP - n°004	NER 08 026 11	B 02 05	Cogestion	DREIA	STD	Pare feux - Maradi	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	14/01/2011	15/01/2011	15/06/2011	FCFA	40 787 250	62 180 €	40 787 250	signé
AE/PAAPSSP - n°005	NER 08 026 11	B 03 02	Cogestion	SP / SPCR	STD	Limite Nord des cultures/SPCR	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	16/12/2010	16/12/2010	15/04/2011	FCFA	35 102 550	53 513 €	29 885 518	Première tranche en cours d'exécution
PREVUS																	
AE n°.....	NER 08 026 11	B 02 05	Cogestion	DREIA	STD	Pare feux 2011	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	10/2011	11/2011	03/2012	FCFA	180 000 000	274 409 €		à élaborer en fonction hivernage 2011
AE n°.....	NER 08 026 11	B 03 07	Cogestion	SPR / Code Rural	STD	Contribution au SAF	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	06/2011	08/2011	03/2014	FCFA	36 000 000	54 882 €		à élaborer
AE n°.....	NER 08 026 11	B 01 02	Cogestion	CRA	OP	Fonctionnement des CRA	PAAPSSP	Paiement / semestriel	non	04/2011	04/2011	03/2014	FCFA	55 000 000	83 847 €		à élaborer
AE n°.....	NER 08 026 11	A 01 05	Cogestion	DREIA	STD	Fonctionnement des DREIA	PAAPSSP	Paiement / semestriel	non	04/2010	04/2011	06/2014	FCFA	290 000 000	442 103 €		à élaborer
AE n°.....	NER 08 026 11	B 03 02	Cogestion	SPR / Code Rural	STD	Formation COFO	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	05/2011	05/2011	12/2013	FCFA	170 000 000	259 164 €		à élaborer
AE n°.....	NER 08 026 11	C 03 03, C 03 04, C 03 05	Cogestion	DREIA	STD	Soutien aux éleveurs sélectionneurs	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	06/2011	08/2011	12/2013	FCFA	18 000 000	27 441 €		à élaborer
AE n°.....	NER 08 026 11	A 03 03	Cogestion	MAGIEL	ministère	Suivi / coordination DEP	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	04/2011	04/2011	06/2014	FCFA	16 000 000	24 392 €		à élaborer
AE n°.....	NER 08 026 11	C 01 04, C 01 05	Cogestion	à définir	ONG ?	Soutien aux SVPP	PAAPSSP	Paiement / tranche	non	04/2011	05/2011	03/2014	FCFA	277 000 000	422 284 €		à élaborer
AE n°.....	NER 08 026 11												FCFA				à élaborer

Financial Planning of NER0802611

Project Title : **Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux**

Fin Plan Version: **2011Q1**

Budget Version: **D01**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2011					2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total				
A LES CAPACITÉS DE PLANIFICATION,		686,68	1,36	685,32	21,64	28,74	43,75	124,77	218,90	466,42	-0,01	100%	
01 Un diagnostic et une		443,34	0,00	443,34	17,30	15,02	30,26	124,77	187,34	256,00	-0,00	100%	
	01 Organisation de la démarche de	COGEST	40,00	0,00	40,00	15,24	6,10	16,77	0,00	38,11	1,89	0,00	100%
	02 Formation pour le renforcement	COGEST	20,42	0,00	20,42	0,00	0,00	4,57	7,62	12,19	8,23	0,00	100%
	03 Organisation d'ateliers locaux et	COGEST	69,92	0,00	69,92	0,00	6,86	3,81	3,81	14,48	55,44	-0,00	100%
	04 Renforcement des capacités de	COGEST	13,80	0,00	13,80	0,00	0,00	3,05	4,57	7,62	6,18	0,00	100%
	05 Equipement et fonctionnement	COGEST	270,39	0,00	270,39	0,00	0,00	0,00	106,71	106,71	163,68	0,00	100%
	06 Prise en charge Directeurs	COGEST	28,81	0,00	28,81	2,06	2,06	2,06	2,06	8,23	20,58	0,00	100%
02 L'évaluation-planification		160,90	1,36	159,54	1,30	0,00	1,30	0,00	2,59	156,95	-0,00	100%	
	01 Organiser des ateliers	COGEST	121,55	0,00	121,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121,55	0,00	100%
	02 Participation et soutien au	COGEST	16,50	0,00	16,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,50	0,00	100%
	03 Organisation de séances	COGEST	4,56	0,00	4,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,56	0,00	100%
	04 Structure Mixte de Concertation	COGEST	18,29	1,36	16,93	1,30	0,00	1,30	0,00	2,59	14,34	-0,00	100%
03 Les acteurs régionaux sont		82,44	0,00	82,44	3,05	13,72	12,20	0,00	28,97	53,47	-0,00	100%	
	01 Réalisation d'une enquête initiale	COGEST	22,20	0,00	22,20	0,00	4,57	6,10	0,00	10,67	11,53	0,00	100%
	02 Capitalisation et valorisation des	COGEST	18,00	0,00	18,00	0,00	4,57	3,05	0,00	7,62	10,38	-0,00	100%
	03 Suivi coordination inter régionale	COGEST	24,00	0,00	24,00	3,05	0,00	3,05	0,00	6,10	17,90	0,00	100%
	04 Organisation atelier thématique	COGEST	18,24	0,00	18,24	0,00	4,58	0,00	0,00	4,58	13,66	0,00	100%
B L'ACCÈS AUX RESSOURCES		5.573,18	1,70	5.571,48	67,08	15,24	102,39	541,33	726,04	4.845,43	0,00	100%	
01 Intégration et renforcement des		540,54	0,00	540,54	0,00	4,57	14,41	29,87	48,85	491,69	0,00	100%	
	REGIE	2.043,30	348,78	1.694,52	130,99	139,30	117,90	117,89	506,09	1.188,40	0,03	100%	
	COGEST	8.956,71	68,94	8.887,77	137,64	120,62	286,08	1.123,26	1.667,60	7.220,14	0,03	100%	
	TOTAL	11.000,01	417,72	10.582,29	268,63	259,93	403,98	1.241,15	2.173,70	8.408,54	0,05	100%	

Financial Planning of NER0802611

Project Title : **Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux**

Fin Plan Version: **2011Q1**

Budget Version: **D01**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2011					2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total				
01	Organisation d'atelier annuels et	COGEST	9,12	0,00	9,12	0,00	2,28	0,00	0,00	2,28	6,84	0,00	100%
02	Renforcement soutien aux CRA	COGEST	99,24	0,00	99,24	0,00	2,29	6,86	20,73	29,88	69,36	0,00	100%
03	Mise en place dispositif de	COGEST	7,20	0,00	7,20	0,00	0,00	3,05	0,00	3,05	4,15	0,00	100%
04	Préqualification des Opel	COGEST	4,50	0,00	4,50	0,00	0,00	4,50	0,00	4,50	0,00	0,00	100%
05	Appui au montage de projet	COGEST	22,80	0,00	22,80	0,00	0,00	0,00	4,57	4,57	18,23	0,00	100%
06	Organisation des sessions du	COGEST	379,68	0,00	379,68	0,00	0,00	0,00	4,57	4,57	375,11	0,00	100%
07	Organisation des comités	COGEST	18,00	0,00	18,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,00	0,00	100%
02 Appui aux initiatives locales			3.360,98	1,70	3.359,28	13,72	10,67	42,25	191,32	257,96	3.101,32	-0,00	100%
01	Appui planification aménagt	COGEST	129,42	0,00	129,42	0,00	0,00	8,38	8,38	16,76	112,66	0,00	100%
02	Evaluation des expériences	COGEST	15,06	1,59	13,47	0,00	6,10	7,37	0,00	13,47	0,00	0,00	100%
03	Etudes de faisabilité pour	COGEST	72,00	0,00	72,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,00	0,00	100%
04	Mise sur pieds système décision	COGEST	26,50	0,00	26,50	0,00	0,00	26,50	0,00	26,50	0,00	0,00	100%
05	Financement et mise en œuvre	COGEST	3.091,00	0,11	3.090,89	13,72	4,57	0,00	182,94	201,23	2.889,66	-0,00	100%
06	Organisation système de suivi et	COGEST	27,00	0,00	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	0,00	100%
03 Sécurisation foncière de l'accès			1.671,66	0,00	1.671,66	53,36	0,00	45,73	320,14	419,23	1.252,42	0,00	100%
01	Identification des espaces	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02	Renforcement du réseau des	COGEST	258,00	0,00	258,00	53,36	0,00	38,11	38,11	129,58	128,42	0,00	100%
03	Appui logistique et	COGEST	3,50	0,00	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,50	0,00	100%
04	Facilitation du processus	COGEST	27,00	0,00	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	0,00	100%
05	Appui à la maîtrise d'ouvrage	COGEST	999,86	0,00	999,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	999,86	0,00	100%
	REGIE		2.043,30	348,78	1.694,52	130,99	139,30	117,90	117,89	506,09	1.188,40	0,03	100%
	COGEST		8.956,71	68,94	8.887,77	137,64	120,62	286,08	1.123,26	1.667,60	7.220,14	0,03	100%
	TOTAL		11.000,01	417,72	10.582,29	268,63	259,93	403,98	1.241,15	2.173,70	8.408,54	0,05	100%

Financial Planning of NER0802611

Project Title : **Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux**

Fin Plan Version: **2011Q1**

Budget Version: **D01**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2011					2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total				
06	Enregistrement et versement au	COGEST	15,30	0,00	15,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,30	0,00	100%
07	Contribution au SAF Régional	COGEST	56,00	0,00	56,00	0,00	0,00	7,62	7,62	15,24	40,76	0,00	100%
08	Suivi contrôle de mise en valeur	COGEST	12,00	0,00	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,00	0,00	100%
09	Audit et équipement	COGEST	300,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	274,41	274,41	25,59	0,00	100%
C	LES PRODUCTIONS DES SYSTÈMES		2.236,71	45,26	2.191,45	19,74	47,46	110,76	427,95	605,91	1.585,54	0,00	100%
01	La santé animale est améliorée		1.181,07	38,00	1.143,07	19,74	17,36	73,94	359,32	470,36	672,71	-0,00	100%
01	Organisation d'ateliers de	COGEST	4,50	0,00	4,50	4,50	0,00	0,00	0,00	4,50	0,00	0,00	100%
02	Soutien aux services publics	COGEST	15,66	0,00	15,66	0,00	0,00	3,05	8,69	11,74	3,92	0,00	100%
03	Sélection et contractualisation	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
04	Soutien et suivi des SVPP	COGEST	152,50	0,00	152,50	0,00	0,00	15,24	38,11	53,35	99,15	0,00	100%
05	Appui à l'installation de	COGEST	270,00	0,00	270,00	0,00	0,00	22,87	45,73	68,60	201,40	0,00	100%
06	Soutien à l'investissement	COGEST	138,00	0,00	138,00	0,00	0,00	6,86	0,00	6,86	131,14	0,00	100%
07	Appui aux services publics là où	COGEST	572,38	38,00	534,38	0,00	4,57	25,92	266,79	297,28	237,10	-0,00	100%
08	Réhabilitation Direction	COGEST	28,03	0,00	28,03	15,24	12,79	0,00	0,00	28,03	0,00	0,00	100%
02	Les productions animales sont		806,44	0,00	806,44	0,00	9,14	16,76	4,14	30,04	776,40	0,00	100%
01	Organiser une réflexion	COGEST	27,00	0,00	27,00	0,00	9,14	16,76	0,00	25,90	1,10	0,00	100%
02	Recensement des financements	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
03	Appui conseil aux structures de	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
04	Organisation de voyages	COGEST	69,30	0,00	69,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,30	0,00	100%
05	Faisabilité des initiatives	COGEST	4,14	0,00	4,14	0,00	0,00	0,00	4,14	4,14	0,00	0,00	100%
	REGIE		2.043,30	348,78	1.694,52	130,99	139,30	117,90	117,89	506,09	1.188,40	0,03	100%
	COGEST		8.956,71	68,94	8.887,77	137,64	120,62	286,08	1.123,26	1.667,60	7.220,14	0,03	100%
	TOTAL		11.000,01	417,72	10.582,29	268,63	259,93	403,98	1.241,15	2.173,70	8.408,54	0,05	100%

Financial Planning of NER0802611

Project Title : **Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux**

Fin Plan Version: **2011Q1**

Budget Version: **D01**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	TtY-1	Balance	2011					2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
				Q1	Q2	Q3	Q4	Total				
06 Financement et suivi de la mise	COGEST	706,00	0,00	706,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	706,00	0,00	100%
03 Le potentiel génétique des races		249,20	7,26	241,94	0,00	20,96	20,06	64,49	105,50	136,44	0,00	100%
01 financement d'activités	COGEST	76,00	7,26	68,74	0,00	0,00	9,00	9,00	18,00	50,74	-0,00	100%
02 Appui à l'élaboration de plans	COGEST	18,00	0,00	18,00	0,00	7,62	9,15	0,00	16,77	1,23	0,00	100%
03 Elargissement soutien réseau	COGEST	31,20	0,00	31,20	0,00	3,81	0,00	3,81	7,62	23,58	0,00	100%
04 Mise en œuvre pilote stratégie	COGEST	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	0,00	100%
05 Identification et appui conseil	COGEST	25,00	0,00	25,00	0,00	1,91	1,91	1,91	5,72	19,28	0,00	100%
06 Soutien technique et suivi des	COGEST	50,00	0,00	50,00	0,00	7,62	0,00	7,62	15,24	34,76	0,00	100%
07 Renforcement personnel et	COGEST	46,00	0,00	46,00	0,00	0,00	0,00	42,15	42,15	3,85	0,00	100%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
01 Réserve budgétaire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
01 Réserve budgétaire	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
Z MOYENS GÉNÉRAUX		2.503,44	369,40	2.134,04	160,17	168,48	147,08	147,10	622,84	1.511,14	0,06	100%
01 Frais de personnel		1.808,60	179,85	1.628,75	105,79	107,84	115,46	115,49	444,59	1.184,15	0,01	100%
01 Assistant technique international	REGIE	1.200,00	171,47	1.028,53	75,00	75,00	75,00	75,00	300,00	728,53	0,00	100%
02 assistant technique national(3)	REGIE	300,39	0,47	299,92	18,45	18,45	18,45	18,45	73,79	226,13	0,00	100%
03 Comptable coordination	REGIE	57,60	7,10	50,50	2,97	2,97	2,97	2,97	11,88	38,62	0,00	100%
04 Expertise ponctuelle non définie	REGIE	75,00	0,00	75,00	0,00	0,00	7,62	7,62	15,24	59,76	0,00	100%
05 Responsable National	COGEST	50,14	0,46	49,68	3,05	3,05	3,05	3,05	12,20	37,48	0,00	100%
	REGIE	2.043,30	348,78	1.694,52	130,99	139,30	117,90	117,89	506,09	1.188,40	0,03	100%
	COGEST	8.956,71	68,94	8.887,77	137,64	120,62	286,08	1.123,26	1.667,60	7.220,14	0,03	100%
	TOTAL	11.000,01	417,72	10.582,29	268,63	259,93	403,98	1.241,15	2.173,70	8.408,54	0,05	100%

Financial Planning of NER0802611

Project Title : **Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux**

Fin Plan Version: **2011Q1**

Budget Version: **D01**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2011					2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total			
06 Secrétaire	REGIE	30,81	0,00	30,81	0,00	2,06	2,06	2,06	6,17	24,63	0,00	100%
07 Chauffeurs (5)	COGEST	94,66	0,35	94,31	6,32	6,32	6,32	6,35	25,31	69,00	0,00	100%
02 Investissements		217,50	164,50	53,00	30,38	21,40	0,00	0,00	51,78	0,00	1,22	99%
01 Véhicules Directions Régionales	REGIE	180,00	164,47	15,53	14,31	0,00	0,00	0,00	14,31	0,00	1,22	99%
02 Equipement bureau	REGIE	30,00	0,02	29,98	8,58	21,40	0,00	0,00	29,98	0,00	0,00	100%
03 Equipement informatique	REGIE	7,50	0,01	7,49	7,49	0,00	0,00	0,00	7,49	0,00	0,00	100%
03 Frais de fonctionnement		360,34	25,05	335,29	22,86	22,86	22,86	22,86	91,44	245,04	-1,19	100%
01 Frais de fonctionnement des	COGEST	279,74	19,69	260,05	18,29	18,29	18,29	18,29	73,16	186,89	0,00	100%
02 Fournitures de bureau	REGIE	15,00	4,01	10,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,99	0,00	100%
03 Missions	REGIE	30,00	0,01	29,99	3,05	3,05	3,05	3,05	12,20	17,79	0,00	100%
04 Autres frais de fonctionnement	REGIE	0,00	1,22	-1,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,22	??%
05 Téléphone et Internet	COGEST	35,60	0,12	35,48	1,52	1,52	1,52	1,52	6,08	29,37	0,03	100%
04 Audit et Suivi et Evaluation		117,00	0,00	117,00	1,14	16,38	8,76	8,75	35,03	81,95	0,02	100%
01 Frais de suivi et évaluation	REGIE	60,00	0,00	60,00	0,00	15,24	7,62	0,00	22,86	37,14	0,00	100%
02 Audit	REGIE	32,00	0,00	32,00	0,00	0,00	0,00	7,61	7,61	24,38	0,01	100%
03 Backstopping interne CTB	REGIE	25,00	0,00	25,00	1,14	1,14	1,14	1,14	4,56	20,43	0,01	100%
	REGIE	2.043,30	348,78	1.694,52	130,99	139,30	117,90	117,89	506,09	1.188,40	0,03	100%
	COGEST	8.956,71	68,94	8.887,77	137,64	120,62	286,08	1.123,26	1.667,60	7.220,14	0,03	100%
	TOTAL	11.000,01	417,72	10.582,29	268,63	259,93	403,98	1.241,15	2.173,70	8.408,54	0,05	100%